

CREUSE-CITRON

Journal de la Creuse libertaire n° 41 - août-octobre 2014

10^e année



A. P., d'après Coco.

VENDREDI 3,
SAMEDI 4 OCTOBRE,
UN RENDEZ-VOUS
EN DERNIÈRE PAGE!

10 ans: ça se fête... avec une exposition, de la musique et de la nourriture terrestre. C'est à Savennes, pas bien loin de Guéret. Voir les détails dans le journal!



Depuis dix ans nous nous répétons :
Ne rien faire nuit gravement à notre santé
et à celle de notre entourage.
Non à la soumission politique !

PRIX LIBRE

No mines land ou no men's land Terre sans mines ou terre sans humains (suite du feuilleton sur les mines de Villeranges)

LE 22 JUILLET, Journée internationale contre les mines, le collectif de vigilance sur les projets miniers a déposé à la préfecture de la Creuse environ 5 000 pétitions contre les recherches minières (moitié pétitions papier, moitié pétitions Internet). Cette entrevue à la préfecture a également permis au collectif de s'assurer de la faisabilité du festival No mines land du 26 juillet à Lussat.

La question se posait en effet, car le maire de Lussat, qui avait donné son accord verbal pour que le festival se déroule sur sa commune, avait ensuite contacté la préfecture pour le faire interdire, présentant les membres du collectif comme des dangereux vandales (pour ne pas dire terroristes), prêts à ravager son village, alors que tout ce qui est fait depuis le début c'est d'informer la population qui ne l'a pas été au préalable, ni par le ministre du Redressement productif, ni par le préfet, ni par les maires des communes concernées... Le double jeu du maire de Lussat n'aura pas duré longtemps et on peut se demander s'il faut continuer à prendre tant de gants avec des gens qui, finalement, ne représentent que leurs propres intérêts et ceux des grosses entreprises.

Heureusement, d'autres maires de communes situées dans la zone du PER ont manifesté leur opposition au projet.

Bref, sans autorisation formelle, le festival a quand même eu lieu. Plus de 500 personnes sont passées sur le site où se cotoyaient une trentaine d'exposants, des projections de films (*Terres de Schiste* de Gregory Lassalle et *Tout l'or de la Montagne noire* de Catherine Pozzo di Borgo), des saynètes de théâtre, et un espace de débats avec des interventions de l'Aldeah (Collectifs contre les projets extractivistes, en général, partout dans le monde), de Rouez Environnement pour le PER de Tennie (1^{er} Permis de Recherche accordé par l'État depuis plus de vingt ans), du Collectif de vigilance creusois, d'Attac 87 et du Groupe GPII national qui soutiennent la lutte à Rosia Montana en Roumanie (lutte contre un projet de réouverture de mine d'or, qui dure depuis plus de douze ans !), des personnes qui ont parlé de leur expérience au Mexique, en Guyane, et sur les gaz de schistes, dont l'interdiction pourrait être levée.

Le concert du soir a vu se succéder : Pierre (chant-guitare solo), Sang conteste (rock acoustique), Nemesis (rock métal),



Bal trad avec Quasi quatuor, Kaya club (reggae dub), Another friction (rock expérimental).

Le Collectif de vigilance sort très renforcé par le succès de cette journée et va continuer à faire tout son possible par différents moyens pour obtenir l'annulation de ce permis.

Sur le terrain juridique d'abord avec un recours en nullité pour différentes raisons : la société Cominor qui a obtenu le permis n'existe plus, c'est maintenant La Mancha qui la remplace, le géologue nommément désigné dans le permis (pour garantir le sérieux des recherches) a quitté la société et personne ne sait qui le remplace ; bref, s'il y a un problème, les propriétaires des terrains exploités n'ont aujourd'hui aucun responsable contre qui se retourner !

Sur le terrain lui-même par des actions de résistance passive non-violente et une présence attentive au côté des prospecteurs pour surveiller leurs agissements et les médiatiser comme il se doit.

Comme pour l'exploitation du gaz de schiste, le mot d'ordre est :

**Ni ici, ni ailleurs
Ni aujourd'hui, ni demain.**

PF

Du Round-up dans mon tonneau

Dans une cinquantaine de communes du sud de la Creuse dont les eaux potables sont issues de la zone où se situe le camp militaire de La Courtine, va falloir boire son petit jaune sans flotte si on ne veut pas perdre ses cheveux.

LA PRESSE LOCALE ET RADIO BLAIREAU s'en sont fait l'écho, mais tous nos lecteurs ne les pratiquent pas assidûment, il n'est donc pas inutile de rappeler que la Grande Mulette dans son pré-carré de La Courtine a déversé, sur une centaine d'hectares par temps de pluie, des milliers de litres de glyphosate et autres friandises pour désherber les pare-feux qui sillonnent le camp. Les pare-feux sont des saignées rectilignes perpétrées dans le paysage et maintenues sans aucune végétation pour éviter l'éventuelle propa-

gation d'un incendie. Il est vrai que tous ces bas du front, qui portent un casque pour éviter que leur demi-neurone ne s'enrhume, en s'amusant à tirer des obus dans des zones boisées, ont une fichue tendance à foutre le feu à tout ce qui tremble au vent.

Nous avons été informés de cela dès le 10 juillet par une conseillère municipale de Magnat-l'Étrange, Marie Padovani, qui a lancé une pétition rappelant un arrêté préfectoral précisant que « la croissance des végétaux dans les zones de pare-feux sera régulièrement limitée par des moyens mécaniques ».

La préfecture, l'Agence régionale de santé (ARS), la Grande Mulette, se renvoient la balle pour savoir si autorisation il y a eu ou s'il il y avait lieu d'en avoir. Le bal habituel des parapluies bureaucratiques.

Mais tout va bien, des analyses effectuées par l'ARS ne montrent pas de contamination, comme si on pouvait déduire d'une analyse faite aujourd'hui qu'il n'y aura pas de problème demain !

Bien que cette verrue militaire qu'est le camp de la Courtine défigure la Creuse, il n'en reste pas moins qu'en terme de surface ce n'est qu'un petit camp. Le plus grand camp militaire d'Europe se situe dans le Var, à Canjuers, et, malgré les directives du ministère de la guerre qui préconise, pour des raisons d'économie, de remplacer le désherbage mécanique par le désherbage chimique, les pare-feux de ce camp sont désherbés à la main !

Avons-nous les militaires que nous méritons ? Qu'il est loin le soviet de La Courtine !

PF



Dix ans qu'on se creuse le citron

L'IDÉE DE CE JOURNAL est née le premier mai 2003 à Savennes lors de la fête de l'association anarchiste *La Bête Noire*. Son journal, au titre éponyme, né pendant le mouvement des chômeurs et lancé en 2000 a compté trois numéros. En 2003 *La Bête Noire* n'existait plus mais elle faisait encore des fêtes ; dix ans plus tard elle existe encore moins mais elle fait toujours la fête en l'honneur des dix ans de *Creuse-Citron*.

Le conglomérat détonant de libertaires de toutes sensibilités, syndicalistes et anti-syndicalistes, individualistes et collectivistes, encartés et téfal (non adhésifs primaires), réuni ce jour-là a repris l'idée de *La Bête Noire* et de *Press-Citron* (journal né du mouvement des chômeurs à Bagnolet) pour lancer un *Press-Citron* creusois. *Press-Citron* a compté deux numéros (mars et mai 2004) puis, comme de juste, le conglomérat détonant de libertaires a détonné sur des divergences organisationnelles, pour ne pas dire conflit de pouvoir individuel ou collectif.

Mais nous avons toujours envie et besoin d'essayer de publier une information différente. Bref, il fallait trouver un nouveau nom. Plusieurs noms étaient possibles : *Creuse-Citron*, *Citron-Libre*, *Noir-Citron* et même *Citranar*. Le consensus s'est porté sur le premier de la liste et, ma foi, il semble bien convenir à nos lecteurs.

L'équipe de base du journal a toujours compté entre dix et quinze personnes, certaines sont parties les pieds devant,

Ghislaine et Pierre, d'autres vers d'autres horizons et des nouveaux sont arrivés.

En particulier des transfuges de *La Vache qui...* un journal du même tonneau que *Creuse-Citron* publié en Haute-Vienne en 2011-2012 (5 numéros).

Le premier numéro de *Creuse-Citron* comptait 12 pages avec un tirage à 300 exemplaires, actuellement il compte souvent 24 pages (voire 28 pour ce numéro) avec un tirage à 1 000 exemplaires ou un peu plus. Nous avons plus de 35 lieux de distribution essentiellement en Creuse et quelques-uns dans les départements limitrophes, ainsi que 75 abonnés.

Dès le début, nous avons diffusé le journal à prix libre, une idée qui nous était très chère et qui, au fil des années, a prouvé son intérêt : il y a effectivement des gens qui ne donnent aucune monnaie pour le journal et d'autres qui donnent deux euros ou plus, ceux qui ont les moyens paient pour ceux qui n'en n'ont pas. Nos comptes ont toujours été positifs et le surplus d'argent, qui n'est pas réutilisé pour le tirage du numéro suivant, permet de participer à diverses opérations : une caisse de grève, des aides de solidarité, une aide au démarrage d'un projet comme le Fabuleux destin à Aubusson, la prise en charge de tirages de tracts et affiches pour des combats auxquels nous participons (en ce moment la lutte contre les projets miniers en Creuse), etc.

Quant à son contenu, *Creuse-Citron* est resté fidèle à ce petit texte qui figure au dos de chaque numéro : « *Creuse-*

Citron s'adresse à tous ceux et celles qui luttent contre la falsification de l'information et la diffusion généralisée de l'idéologie libérale. C'est un journal indépendant et libertaire qui s'interdit toute exclusive et tout prosélytisme en faveur de telle ou telle organisation syndicale ou politique. Sur cette base nous publions toutes les informations que vous nous ferez parvenir ». De plus en plus souvent des lecteurs nous communiquent des informations que nous publions, c'est pour nous très important et nous permet d'augmenter le volume d'informations locales que nous diffusons, car avant tout nous voulons être un journal local.

Pour conclure, il faut souligner que, depuis dix ans, ce journal non déclaré au Procureur de la République et dépourvu de directeur de publication, comme il se devrait légalement, et édité par une association de fait (sans statuts) regroupant une poignée de libertaires le couteau entre les dents et la marmite infernale dans la poche revolver, bouffant du capitalo et du curé à tous les repas, est très régulièrement lu par les RG.

**Le 3 octobre
au Fabuleux destin**

**Le 4 octobre
à Savennes**

**Venez nombreux fêter
les dix ans du journal.
Info en dernière page**

PLUSIEURS NUMÉROS SPÉCIAUX ont été publiés : *Spécial polar*, *Pour une gestion directe des services publics*, *Spécial Watkins-Munch*, *Spécial Gatti*, *Prix Ni Dieu ni Maître...*

Parmi ces numéros spéciaux il faut retenir le ***Creuse-Sieston***, *journal de la Creuse velléitaire* publié en 2006 à l'occasion du 5^e Rassemblement international de chaises longues à Lupersat. Il s'adressait ainsi à son public : *Paresseux, sybarites, fainéants, cossards, oisifs, nonchalants, bras cassés, couche-tard, décroissants briochés, traîneurs, mous, indolents, tourneurs de pouces professionnels, zélés branleurs, pétulants insomniaques, flemmards, inactifs, apathiques, feignants, tire-au-flanc, hédonistes, chômistes militants, émules des pieds nickelés, partisans de l'internationale léthargique, si vous pensez que le*

droit à la paresse est au moins aussi important que le droit de vote, venez mollement participer au 5^e Rassemblement International de chaises longues.

Ce texte illustre bien la propension qu'on les rédacteurs du journal à siester plutôt qu'à urner sans espoir.



Un petit boulot, c'est mieux que pas de boulot...

Une lectrice de Creuse-Citron a fait les frais, dans tous les sens du terme, de la dérégulation du marché du travail. Le job mirobolant que lui avait dégoté le Pôle-emploi la contraignait à parcourir des milliers de kilomètres pour distribuer des annuaires sur plusieurs départements pour un salaire de misère ne prenant pas en compte les heures réellement travaillées. Elle nous raconte ici cette histoire exemplaire, espérons que cela puisse aider des chômeurs à se méfier de ce genre de propositions. Des actions en justice sont en cours, mais on doit constater à la lecture de ce témoignage qu'aucune opposition de type syndical ne s'est manifestée au sein de la société.

EN ATTEIGNANT LE CHIFFRE HISTORIQUE de 11 millions de chômeurs, le chômage est au centre de toutes les préoccupations. Et chacun d'apporter sa petite pierre à l'édifice pour tenter de colmater les brèches et de renverser la tendance. Tous les prétextes sont bons pour s'attaquer au tabou du Smic. [...]

Ceux qui en bénéficient apprécieront cette guerre d'un nouveau genre : s'attaquer aux salaires les plus bas de France, pour redonner du souffle à ces pauvres patrons, « rincés » par une classe ouvrière, décidément trop payée ! Pierre Gattaz a rallumé la polémique sur le Smic. Il veut en diminuer le taux horaire de façon drastique pour les publics « éloignés de l'emploi », en gros les précaires que sont beaucoup de jeunes, de femmes, de seniors. [...] On devrait tout accepter, surtout l'inacceptable, pour juguler le chômage !

Le problème, c'est qu'en France, certaines sociétés n'ont pas attendu l'adoucissement du Medef, de Pascal Lamy et autres bien-pensants, y compris un directeur territorial de Pôle-emploi (voir article de *La Nouvelle République* du 30 septembre 2013, édition de Niort), consacré à la société S'Pass Diffusion, pour prôner la suppression du Smic. S'Pass Diffusion paie ses salariés de façon artificielle, en ne comptant pas une partie de leurs heures de travail, se rendant alors de fait coupable de travail dissimulé !

La valse des Cdd

Quant à moi, j'ai sillonné la France entière avec des tonnes d'annuaires dans mon coffre. J'ai distribué plus de 80 000 annuaires, parcouru plus de 71 300 kilomètres, signé 14 Cdd différents pour cette société S'Pass Diffusion, sise à Bourges, pour des salaires oscillant parfois entre

1 et 3 euros de l'heure. Comme des milliers de distributeurs, recrutés par Pôle-Emploi, j'ai commencé à distribuer l'annuaire des Pages Jaunes dans les boîtes aux lettres de mon département de résidence, la Creuse. Ma première fiche de paie en janvier 2011 était plutôt légère, mais j'ai pourtant accepté une seconde mission en Corrèze, dans la foulée : « Les responsables de secteurs m'avaient fait miroiter 2 500 à 3 000 € par mois ».

Pour ma tournée en Corrèze, je recevrai 484 euros net. Certes l'indemnité kilométrique, versée par l'employeur donnait un peu de consistance à la fiche de paie, mais elle était en dessous du barème fiscal, fonction de la puissance fiscale du véhicule, et ne prenait pas en compte l'usure du véhicule. Je subirai de multiples pannes et changements de pièces : amortisseurs, freins, disques, embrayage, usure prématurée des pneumatiques... Pourtant, j'avais commencé « ce petit boulot » avec une voiture neuve !

Pour cette mission en Corrèze, aucun frais ne me sera versé pour me loger, à



plus de 160 kilomètres de chez moi. Un brin cynique, le chef de secteur, qui officie toujours, m'avait indiqué qu'il fallait que je fasse mes preuves, montrer que j'étais une « super-distributrice », digne de la confiance de S'Pass Diffusion ! Ensuite, j'aurai droit aux fameux « Autres frais », qui couvriront mes frais de logement en Charente-Maritime !

Sur deux ans, j'ai effectué 14 missions au total. J'ai livré des annuaires en Gironde, dans la Manche, dans la Drôme, dans l'Aveyron, la Haute-Garonne... parfois à des centaines de kilomètres de mon domicile, avec des amplitudes de travail démesurées, « travailler plus pour ne pas gagner plus » ! Le travail étant rémunéré à la tâche, il convenait d'avoir le rythme, comme le concède Alec Mash, le gérant de S'Pass, dans *La Nouvelle République*, sinon point de salut !

Sur le terrain, les secrétaires de mairies ont été de précieuses aides, car les listings fournis par les *Pages Jaunes*, via S'Pass Diffusion sont truffés d'erreurs... Mauvais numéros de boîtes, personnes décédées, erreurs de rues... Ces listings ne sont pas corrigés d'une année sur l'autre, alors qu'on nous invite fermement lors de notre distribution à y apporter les corrections idoines ! Rien ne remonte, cela nous fait perdre un temps fou pour trouver les clients, noter les modifications, utiliser nos portables pour vérifier que tel ou tel client a bien reçu son annuaire ! Cela ralentit la distribution et n'entre pas dans le calcul de notre rémunération !

Pour ma part, j'ai pensé pouvoir alterner des périodes intenses de travail et des périodes équivalentes passées à la maison auprès de mes trois enfants.



Du travail dissimulé

De fait, c'était un leurre, car une grosse partie des heures effectives n'est pas rémunérée. Pour faire croire qu'elle paye le Smic sur la base d'un temps de travail, la Société S'Pass Diffusion divise le salaire brut, fonction du nombre d'annuaires distribués par le Smic horaire, déterminant un temps de travail théorique et fictif qui figure sur le bulletin de salaire. De plus, alors que les frais professionnels des distributeurs devraient leur être remboursés, S'Pass Diffusion les rembourse forfaitairement sur la base d'un forfait dérisoire, de sorte qu'une partie très importante des frais demeure à leur charge, impactant leur maigre salaire et les paupérisant un peu plus à chaque mission (les frais sont avant tout les frais de déplacement en véhicule personnel).

À l'issue de mon dernier contrat de travail, le 14^e, je n'ai pu prétendre à une quelconque indemnisation de la part de Pôle-emploi en septembre 2012. En effet, pour bénéficier de ses largesses, il aurait



fallu comptabiliser 610 heures de travail. Pour six mois de travail, j'avais, selon la comptabilité de S'Pass Diffusion, effectué 445 heures 40 de travail, alors qu'en heures effectives, j'arrivais à plus de 1 800 heures. Plus de 1 400 heures de travail, non payées, travail dissimulé !

Bien sûr, autant d'heures de travail non payées en 2011 ! Voire plus !

Au fil des mois, mon employeur a diminué de façon drastique le remboursement des frais divers et variés, autant dire qu'à un moment donné, cela n'a plus été rentable. Cela m'a d'ailleurs été verbalement reproché à la maison, je ne rapportais pas d'argent, mais au contraire, je coûtai au budget familial !

Pour tenter de gagner toujours un peu plus, à mesure que les grilles tarifaires diminuaient, j'ai commencé mes journées de travail de plus en plus tôt, 5 heures du matin, pour finir à la lampe frontale, à la nuit tombée. Une fois, en Aveyron, j'ai distribué 50 annuaires en 6 heures ! Sur deux semaines, j'ai travaillé 210 heures,

la société S'Pass Diffusion m'a payée sur la base de 29 heures 54 ! Je pourrais multiplier les exemples criants de vérité pour la plupart de mes missions. Cela fera l'objet d'un livre. Je cherche d'ailleurs un éditeur !

Justice !

J'arrête là la description de conditions de travail d'un autre siècle. À un moment donné, j'ai commencé à aller regarder ce qu'on disait sur le net. Bien m'en a pris. J'ai trouvé nombre de témoignages de distributeurs mécontents, ces personnes exploitées qualifient cette société, de « société voyou », mais cela concerne aussi son principal concurrent : Adrexo, qui a été condamné pour travail dissimulé par la Cour d'Appel de Grenoble.

La Société S'Pass Diffusion a été lourdement condamnée par la Cour d'Appel d'Angers, arrêt du 3 mai 2012, jugement qui devient définitif, S'Pass s'étant désistée de son pourvoi en Cassation. Cela est capital, ce jugement fait désormais jurisprudence. Ce qui signifie que tout distributeur qui saisira le Conseil de Prud'hommes de Bourges ou d'une autre juridiction pourra faire condamner cette société pour les mêmes motifs : avec requalification des contrats de travail Cdd en Cdi, paiements des heures de travail réellement travaillées, attribution de dommages et intérêts...

La Société S'Pass Diffusion et son gérant Alec Mash jouent sur tous les tableaux pour ne pas payer ses salariés au juste prix ! Cdd, contrats saisonniers, accroissement temporaire de l'activité, contrats à temps partiels, tout est bon...

De fait, elle est exonérée d'une partie de ses charges patronales, au titre des bas salaires, Loi Fillon ! Elle ne paie pas non plus la prime de 10 % de précarité due à l'issue des contrats de travail, car elle argue du caractère saisonnier de ces contrats. Tout est matière à profit pour le gérant Alec Mash qui « tond » des milliers de distributeurs dans la France entière, mois après mois, année après année. Cette société profite déjà d'une législation favorable et la détourne un peu plus à son profit, bafouant allègrement le droit du Travail, en toute impunité. Le patronat, ces derniers jours, réclame toujours plus de réductions de charges patronales, car selon eux, cela créera de l'emploi ! Les effets pervers sont induits, car S'Pass Diffusion s'adresse à des précaires, sans qualification. Alec Mash doit bénir les proposi-

tions de Pascal Lamy et consorts ! On pourra peut-être dans certaines sociétés comme celles-là, demander à travailler bénévolement ! Pourquoi pas ?

Aujourd'hui, S'Pass Diffusion tente de changer de nom, on parlerait maintenant de Distribution Directe Administration, Atlantique, Normandie... Sans doute pour échapper à la réputation calamiteuse dont elle bénéficie aujourd'hui. Mais cela ne change rien. M. Mash est toujours hors la loi.

J'ai quant à moi saisi le Conseil de Prud'hommes de Bourges, afin de faire condamner cette société, et que cessent de telles pratiques. La partie adverse a sollicité un renvoi le 14 avril dernier à Bourges, pour transmission tardive de pièces.

Mon avocat est Maître Bruno Scardina, du barreau d'Angers. C'est grâce à sa pugnacité, que S'Pass a été condamnée le 3 mai 2012, dans une affaire similaire.

J'invite donc tous les distributeurs, victimes de S'Pass Diffusion à nous rejoindre pour saisir le Conseil de Prud'hommes afin de faire valoir leurs droits, attention cependant à ne pas trop tarder. Les délais de saisine des Conseils Prud'homaux ont été réduits, passant de 5 à 3, voire 2 ans. Mais aussi à nous rejoindre pour porter plainte pour travail dissimulé ; là, les délais sont plus importants.

Enfin, vous pouvez aider le Collectif : *Solidarité distributeurs d'annuaires et de prospectus*, en envoyant vos contributions à l'adresse suivante :

13, Grande rue, 23800 Dun Le Palestel. Dons à partir de 1 euro, chèques libellés à l'ordre de l'Association Solidarité distributeurs d'annuaires.

Tél : 05 55 89 28 96

Mail : dominiquecolombo24@gmail.com.

DOMINIQUE COLOMBO

À lire quelques articles parus dans la presse régionale :

- *La Nouvelle république du Centre*, édition de Niort, du 30/09/2013, article d'Emmanuel Tournon.

- *La Montagne*, édition de Guéret, Creuse, du 28/02/2014, article de Julien Rapegno.

- *Le Berry républicain*, édition de Bourges, des 14 et 15/04/2014, articles de Julien Rapegno et Laurence Javal.

De plus, sur *France-Inter*, Daniel Mermet, a consacré son émission *Là-Bas si j'y suis* du jeudi 10 avril, à ce sujet : « Un petit boulot, c'est mieux que pas de boulot... », reportage d'Anaëlle Verzeaux.

Femmes, je vous..., du « connard »* Franck Villemaud

La semaine du 21 mai 2014, se jouait à l'Espace Noriac (salle de spectacle appartenant au Conseil général 87, mise à disposition des associations qui en font la demande) à Limoges, une pièce de théâtre intitulé « Femmes, je vous... », qui se définissait entre autre comme « ouvertement misogyne et politiquement incorrecte ».

CE TEXTE n'est pas strictement une critique de la pièce, ce serait faire trop d'honneur à ce qu'on peut résumer comme une perte de temps d'une heure quarante minutes, où cinq mecs certainement déguisés en ce qu'ils voudraient faire passer comme des beauf-machos enchaînent les « blagues » et stéréotypes. À travers différentes saynètes, ils nous racontent leur vision de la vie, leurs déboires conjugaux, leur impossibilité de pouvoir obtenir de la sexualité, la stupidité de croire en l'amour, la difficulté de se faire larguer ; tout ça en étalant le maximum de sexisme, de misogynie, de lesbo-homophobie, de grossophobie. Sans oublier les remarques complaisantes – le mot est faible – envers les violences masculines sur les femmes et les enfants. La notion de *beauf-macho* est floue mais importante car, pour apprécier le spectacle, le metteur en scène nous demande de comprendre que ce sont des mecs stupides, lourds et qui manquent de distinction, contrairement à nous, les spectateurs, les mecs de gauche avec du bagage culturel, qui aimons et respectons les femmes. Comme Bertrand Cantat, quoi...

Ce qui nous intéresse, c'est de comprendre pourquoi, quand il s'agit de femmes (d'homos, pauvres, handicapé.e.s, non blanc.he.s, musulman.e.s, etc.), on peut ouvertement insulter des individus sans que ça soit grave, ou que ça n'ait d'importance, ça devient du second degré. Et qu'on renvoie aux personnes qui disent que ça pose problème qu'elles se prennent trop la tête, alors qu'elles pointent des actions ou des blagues qui renforcent des discriminations. Comment et pourquoi l'humour et la Culture sont invoqués pour sortir des propos du champ politique et se libérer de la responsabilité de ce qu'on dit et/ou fait.

Pour partir à peu près du même endroit, on peut rappeler que les propos discriminant quels qu'ils soient (les insultes comme les blagues) sont des agressions, de la violence qu'on fait subir aux personnes discriminées quelles qu'elles soient, c'est en partie pour ça que ces propos sont punis par la loi. On a aujourd'hui les moyens de se rendre compte que la violence n'est pas quelque chose

d'uniquement physique, mais peut aussi être psychologique, morale, venir d'un-e individu-e ou au contraire de structures beaucoup plus importantes et/ou impalpables (État, entreprise, environnement de vie, etc.). Quand on est confronté.e à une agression physique dans la rue, on sait que c'est violent et qu'il y a des grandes chances que ça soit injuste ou très difficilement justifiable (que ce soit une agression policière, une agression raciste ou une agression sexiste), et parfois on va même agir pour stopper l'agression. Cela devient beaucoup plus rare quand l'agression n'est pas directement physique ou qu'on l'appelle « humour ». Pour

représentatifs des expériences de l'ensemble de la population. C'est pourquoi une comédie « ouvertement misogyne » écrite et jouée par des mecs nous paraît suspecte avant tout. Ils veulent nous faire rire avec des situations dont ils n'ont pas subi les conséquences, dont ils n'ont pas fait l'expérience et dont on peut supposer qu'ils les trouvent risibles. Si on dit que ça ne nous fait pas rire, on nous répond que les féministes n'ont pas d'humour, alors que c'est l'usage actif de privilèges de leur part qui leur permet de pouvoir rire de tout et d'invisibiliser les expériences qu'ils ne vivent pas...

En faisant de l'humour sexiste, les hommes se rassurent de faire partie d'un groupe dominant qui peut se permettre d'être stupide et violent sans être inquiété.

L'humour comme mécanisme d'exclusion sociale³

L'humour utilise les mêmes rouages que la mécanique raciste proposée par Sartre. Prenons par exemple une situation du spectacle :

1. « La femme que je draguais dans un bar est partie avec mon pote. » On prend un trait de caractère individuel, on en fait un stigmata, du genre : « Je suis un mec bien avec les meufs, pourquoi elles veulent pas coucher avec moi ? »

2. On dévalorise ce comportement ou ce trait : « C'est une salope parce qu'elle a pas voulu de moi, alors que je suis un mec bien. »

3. On essentialise le stigmata, on résume toutes les femmes au fait « qu'elles sont toutes des salopes parce qu'elles veulent pas coucher avec moi ».

4. On homogénéise toutes les femmes : « La Femme est une salope. »

5. On justifie les inégalités, ou en tout cas on crée une catégorie effective, qui permet une distinction entre ELLES et NOUS.

Cet usage de l'humour permet donc de faire un spectacle où l'on rigole sur les femmes, qui sont vraiment des salopes quand même... Pour « rire de », il faut s'extraitre du groupe qui est l'objet de la blague, il faut pouvoir formuler qu'on n'est pas pareil, il faut faire une différence entre



quoi, dans une situation de violence physique, cela nous paraît injuste et dans une situation « d'humour », on défendra bec et ongles « la liberté d'expression », que ce soit un pote relou dans un bar, notre série préférée ou bien le spectacle dont on parle ?

Le point de vue situé¹

Des féministes américaines (Dorothy Smith, Patricia Hill Collins, etc.) ont établi au cours des années 1980 une théorie dite du « point de vue situé » qui dit, rapidement résumé, qu'il n'y a pas d'expérience universelle. Cela nous semble important de réaffirmer que les expériences et le savoir des hommes blancs, Cisgenre² et hétéro, ne sont pas

elleux et nous, donc une hiérarchie. En utilisant des stéréotypes pour faire rire, on contribue à valider cette idée qu'on n'est pas pareil, on déshumanise le groupe qu'on a constitué de toutes pièces et on admet, qu'à un certain niveau, les différences de traitement ou de droits sont justifiées. Nous sommes dans une situation où la neutralité n'existe pas : soit on lutte contre les systèmes d'oppression et de domination, soit, à minima, on les cautionne, voire on les renforce. Et en nous demandant de rire de la misogynie, la position prise est claire. Un certain nombre de personnes ont tenté de défendre ou justifier la pièce par son prétendu second degré. Mais si, par définition, le second degré est un décalage entre ce qui est dit et l'intention réelle de la personne qui le dit, le décalage ne doit laisser aucune ambiguïté possible. Si le décalage n'est pas visible, alors il est demandé au spectateur.trice ou récepteur.trice de la blague, de faire confiance à l'auteur sur ses intentions. Or une intention qui n'est pas suivie de fait est irrecevable, donc ce spectacle contribue d'autant plus à créer une distinction et à creuser les inégalités.

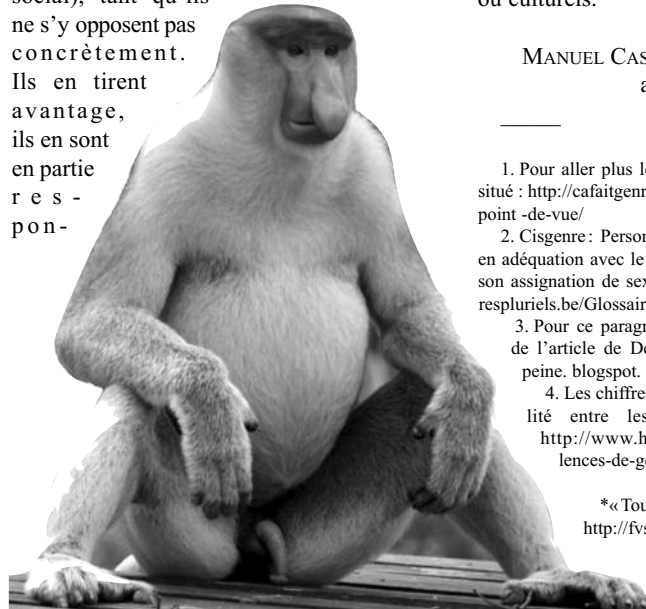
La misogynie tue tous les jours

Parce qu'on ne comprend toujours pas comment le mépris et la haine, qui sont les moteurs de la violence envers les femmes (et de tou-te-s les autres individu-e-s qu'on cherche à tenir éloigné-e-s de l'humanité) peuvent être sujets à rigolade, il nous semble important encore une fois de rappeler la réalité des violences masculines envers les femmes et les enfants. De redire que cette violence n'est pas un dysfonctionnement d'individus malades, mais un fonctionnement « normal » de renforcement de la domination, d'assise de la suprématie masculine, d'apprentissage de la contrainte pour briser l'amour de la liberté et l'amour de soi-même...

Par violence⁴, nous voulons parler des meurtres : une femme meurt tous les deux jours sous les coups de son conjoint/compagnon en France, un homme tous les quatorze

jours sous les coups de sa compagne – dans la plupart des cas, celle-ci se défend d'une agression de son compagnon. Des viols : une femme sur cinq court le risque d'être violée au cours de sa vie : plus de 95 % des violeurs sont des hommes, plus de 90 % des victimes sont des femmes. Dans 83 % des cas le/les agresseurs sont connus de la victime : mari, père, frère, cousin, oncles, etc. Dans la majorité des viols pour lesquels une plainte est déposée, la victime est mineure. 10 % des viols commis passent devant un tribunal, 1 % des violeurs sont condamnés. Mais aussi des violences physiques n'entraînant pas la mort, du harcèlement en milieu professionnel, du harcèlement de rue et du sexisme ordinaire, banal et quotidien qui est rendu invisible mais ne fait pas moins de dégât... C'est justement ce sexisme ordinaire qui, en premier lieu, crée des brèches dans la confiance et l'estime de soi des femmes et permet aux hommes de considérer qu'il est possible de perpétrer ces violences. Tout ça participe d'un ensemble, ce ne sont pas des faits séparés ou séparables, c'est un continuum de violences dont les hommes profitent (individuellement et comme groupe social), tant qu'ils ne s'y opposent pas concrètement.

Ils en tirent avantage, ils en sont en partie r e s - p o n -



sables et ils ne peuvent pas se défaire de cette responsabilité. Si l'on prend en compte cette réalité, la démarche de ce spectacle ne peut être lue que comme étant très politiquement correcte, voire tristement attendue.

Dans des efforts stratégiques de séduction, on s'évertue à crier que le féminisme ce n'est pas la guerre des femmes contre les hommes, mais ce qui est sûr c'est que le patriarcat c'est la guerre des hommes contre les femmes...

Pour conclure, on ajoutera que le problème, ce n'est pas de faire de la merde; après tout, chacun a le droit de se faire tatouer « connard » sur le front et d'en être fier. Le problème, c'est de faire semblant que ça n'a pas d'impact, de mettre des confettis sur de la merde et de dire à tout le monde que ça ne pue pas, de demander aux autres de nous croire quand on dit ça.

Si on veut utiliser la liberté d'expression pour faire n'importe quoi, le minimum, c'est de prendre ses responsabilités sans mauvaise foi, ni malhonnêteté, et de rendre des comptes quand c'est demandé sans se cacher derrière des faux-semblants humoristiques ou culturels.

MANUEL CASCALES, CLAIRE LEMERCIER,
avec ALICE DESCHATRETTES

1. Pour aller plus loin sur la théorie du point de vue situé : <http://cafaitgenre.org/2014/04/15/une-question-de-point-de-vue/>

2. Cisgenre : Personne dont le genre est relativement en adéquation avec le rôle social attendu en fonction de son assignation de sexe à la naissance. <http://www.genrespluriels.be/Glossaire>

3. Pour ce paragraphe, on s'est beaucoup inspiré.e de l'article de Denis Colombi : <http://uneheuredepeine.blogspot.fr>

4. Les chiffres viennent du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes : <http://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/violences-de-genre/reperes-statistiques-79/>

*« Tous les hommes sont des connards » : <http://fvsch.com/articles/connards/>

Abonnement à Creuse-Citron

Les frais d'envoi postaux sont de 1,25 € par numéro. Creuse-Citron étant à prix libre, vous pouvez ajouter ce que vous voulez, sachant que le coût de fabrication d'un numéro est de 50 cts.

1 an (4 n°) = 5 € (frais de port) + ... (prix libre) / 2 ans (8 n°) = 10 € (frais de port) + ... (prix libre)

20 ans (80 numéros) = 100 € (frais de port) + ... (prix libre)

Indiquez le nombre de numéros que vous désirez recevoir, libellez votre chèque à l'ordre de *Citron Libre* et adressez-le à *Creuse-Citron*, BP 2, 23000 Sainte-Feyre.

Vivre avec les animaux

Notes à partir du dernier livre de Jocelyne Porcher

Dans la continuité des articles qui évoquent le puçage électronique du bétail, il est intéressant de parler des travaux de Jocelyne Porcher et, notamment, de son dernier livre. Sa venue prochaine en Limousin m'en offre l'occasion.

NOTONS D'ABORD son parcours personnel : jeune comptable partie vivre à la campagne, découvrant l'élevage avec une petite basse-cour, puis décidant de devenir éleveuse de mouton, retournant quelques années plus tard en formation agricole – où ce qu'on lui enseigne n'a rien à voir avec son expérience et ce qu'elle aime dans ce travail – et finissant par se consacrer à la recherche sociologique sur les éleveurs, après quelques instructives expériences comme salariée dans des «élevages industriels» de porcs (nous allons voir qu'elle conteste cette expression qu'elle juge en contradiction dans les termes, et utilise à sa place les mots «production animale»).

Il est aujourd'hui très rare que ceux qui parlent publiquement du travail en aient ainsi une expérience directe ; et, réciproquement, rares sont aujourd'hui les travailleurs qui réfléchissent de manière approfondie, et exposent publiquement la nature de leur travail et ses conditions d'exercice.

Son parcours permet à J. Porcher de mettre en lumière l'expérience intime des éleveurs, et d'apporter une analyse profonde de cette activité.

Les travaux de Jocelyne Porcher sont d'abord d'ordre informatif et historique : elle expose l'apparition et le développement de la «production animale» depuis le XIX^e siècle, période, comme on sait, d'industrialisation galopante et de progressisme fanatique. Comme le théorise la zootechnie – «science objective de l'élevage» – depuis cette époque, il faut, pour optimiser l'efficacité et

la rentabilité, considérer les animaux comme des machines : on leur fournit le nécessaire objectif et quantifiable (nourriture, espace, soins) pour qu'ils produisent le maximum au moindre coût.

On produit donc de l'animal comme on produit de l'acier ou du charbon.

Cette première étape restera longtemps purement théorique : il faudra attendre l'apparition et l'usage massif des antibiotiques dans l'élevage pour pouvoir réaliser les conditions d'artificialisation que l'on connaît aujourd'hui, sans que la morbidité qui en résulte pour les bêtes ne soit préjudiciable à la rentabilité.

J. Porcher fait un exposé détaillé de ce qui a remplacé en majorité l'élevage, et de ce que cela induit non seulement pour les bêtes, mais aussi pour les hommes qui doivent travailler là-dedans.

(Il faut rappeler à ceux qui imaginent que nous serions, en Limousin, un peu loin de ces réalités, que la majorité des bovins qui sont élevés ici dans des conditions plutôt favorables, en extensif, partent ensuite à l'engraissement et finissent leur vie dans la «production animale» industrielle.

Quant au cochon «cul noir», les chiffres donnés par Porcher sont éloquentes : il y aurait aujourd'hui en France 1,3 million de truies de souches industrielles... et 2000 truies des six races locales subsistantes – dont 136 en Limousin).

En contrepoint de cet exposé, J. Porcher propose une analyse de ce qu'est ou était

l'élevage authentique, de ce qu'il implique pour les hommes et les bêtes.

Dans le précédent numéro de *Creuse-Citron*, l'article «Sur l'anthropomorphisme» réfléchissait aux liens qui unissent hommes et animaux d'élevage, et à l'influence réciproque des espèces humaines et animales pour leur évolution.

Un constat analogue est au cœur de l'analyse que fait Porcher de l'élevage.

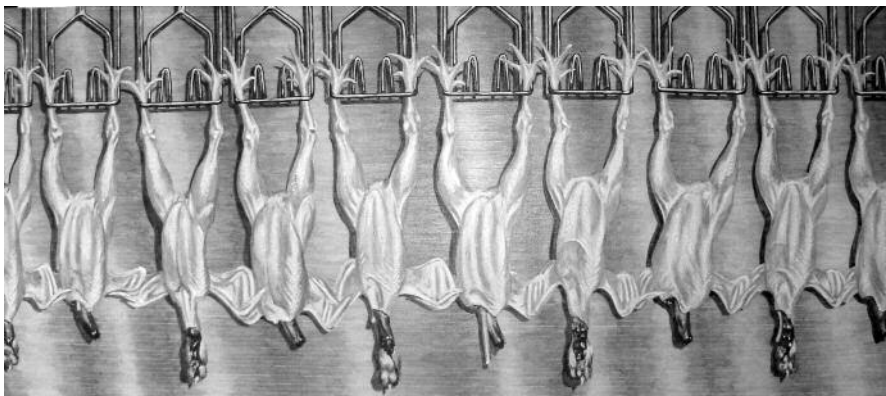
Des hommes et des bêtes travaillent et vivent ensemble, dans une interdépendance réciproque, depuis des millénaires, et c'est dans cette interdépendance que les uns et les autres sont devenus ce qu'ils sont encore aujourd'hui ; la vie avec les bêtes est au cœur de l'histoire des civilisations et des cultures humaines, dans toutes leurs dimensions et pas seulement sous un hypothétique «angle économique» qui serait séparable du reste de la vie.

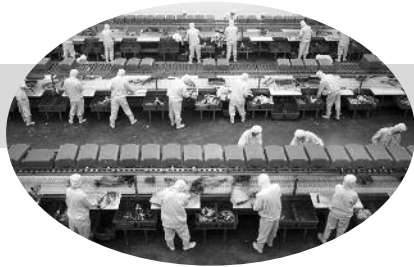
Mais quel est aujourd'hui le contenu réel du «travail d'éleveur», dans la mesure où les productions animales lui laissent encore un peu de place ?

«La mort n'est pas notre métier» résume un éleveur. À l'opposé du réductionnisme économique et utilitariste de la zootechnie, c'est bien d'êtres vivants et de leurs relations dont il est question avec l'élevage ; et il y entre donc toute une série de considérations autres que le seul intérêt matériel : affectives, morales, esthétiques, de plaisir, etc.

L'auteur insiste sur le fait que dans la logique de la vie paysanne, les éleveurs travaillent avec les bêtes comme avec des partenaires, qu'ils prennent soin d'elles et s'efforcent de leur apporter la meilleure vie possible dans une situation donnée, pour en retirer évidemment une contrepartie qui leur permet de continuer à vivre et à être éleveurs.

Malgré un siècle de «rouleau compresseur» industriel, cet état d'esprit subsiste chez les éleveurs contemporains au moins à l'état de trace, ou comme souffrance de devoir faire exactement le contraire dans leur travail. La seule explication de cette persistance, c'est la profondeur et la durée de l'histoire commune des hommes et du bétail.





Bien évidemment même dans l'élevage le plus respectueux des bêtes, la relation est asymétrique et non dénuée de violence : pour pouvoir élever des bêtes, il faut aussi les priver d'une part importante de leur liberté, et les tuer un jour.

Porcher ne fait pas d'angélisme ; elle relève que la vie sauvage et la nature sont aussi violentes, et elle émet l'hypothèse que les quelques rares espèces qui ont accepté la domestication (essentiellement des herbivores et donc des proies à l'état sauvage) l'ont fait sans doute parce qu'elles y trouvaient aussi des avantages, et d'abord la sécurité.

Triste découverte donc : dans ce monde, la mort, la peine et la violence existent. Prétendre les abolir est une illusion (on ne fait alors que les rendre invisibles) ; la question est de les atténuer ou de les... apprivoiser, de les civiliser, bref de les humaniser.

L'intention de l'auteur n'est donc pas de donner une image idéale de « l'élevage à l'ancienne », dénuée d'aspects négatifs, ou de mythifier un passé unique, aplati (comme si parler du passé comme d'une chose une et indivisible avait un sens, *a fortiori* pour parler d'un phénomène durant des millénaires, sur toute la surface du globe).

Son propos est de démontrer qu'entre l'élevage comme elle le définit et la production animale, il ne s'agit pas d'une évolution ou d'une différence d'échelle, mais bien d'une différence radicale, d'une différence de nature.

L'élevage authentique, où des hommes vivent avec des bêtes, est un des éléments constitutif de notre humanité ; il est, comme l'agriculture ou la médecine, l'un des points de rencontre privilégié des sociétés humaines avec ce qui leur est extérieur : la nature.

Aussi la destruction et le remplacement opéré avec la production animale ont des conséquences considérables du point de vue humain, historique et politique.

Ils illustrent de façon remarquable l'enfermement et l'appauvrissement, la déshumanisation, qu'implique l'industrialisation de la société en général.

Dans *Vivre avec les animaux*, Jocelyne Porcher applique à l'élevage une idée bien connue des écrits de jeunesse de Marx :

« C'est grâce au travail que l'homme transforme le monde et se produit lui-même en tant qu'homme [...]. Par le travail, il transforme l'asservissement [à la nature] en rapports d'échanges et de négociations. Et c'est par le travail, en tant qu'action individuelle et collective sur le monde, qu'en tant qu'êtres humains nous forgeons notre identité et notre

humanité. Le travail, d'une part, et l'amour, d'autre part, nous permettent de faire advenir en nous et dans notre rapport aux autres le "meilleur possible". »

Cette remarque ne trouve évidemment son sens qu'à la condition de s'en servir pour critiquer ce que devient le travail – ou, si l'on préfère, « les activités productives » – sous le capitalisme industriel.

Porcher l'utilise ici pour décrire ce que devient l'élevage rabaissé au rang de « production animale » : des travailleurs (des êtres sensibles donc) rabaissés au rang de machines doivent gérer d'autres êtres sensibles ravalés au rang d'objets, de marchandises ; bref, dans les grands « élevages », DRH et DRA (directeur des ressources animales) font à peu près la même chose.

Tout ce qui, dans l'élevage, excédait le seul intérêt matériel (les considérations affectives, morales, esthétiques, le plaisir, etc.) a disparu sous la domination des considérations d'efficacité, d'objectivité quantifiable.

On dira qu'il n'y a là rien de nouveau : effectivement, on a décrit ainsi le travail industriel au moins depuis Marx. Mais ce rappel sonne utilement aux oreilles, à l'heure où presque plus personne ne conteste l'économisme et l'utilitarisme ambiant, où l'efficacité quantitative est partout la seule considération qui importe.

Il me semble utile d'insister pour éviter tout malentendu : il ne s'agit pas ici, en tout cas pas principalement, d'une critique de l'exploitation ou de l'inégalité (les sociétés égalitaires que souhaitait jadis la gauche méritaient en général exactement la même critique).

Ce qui est critiqué ici, c'est comment le système social contemporain (sa forme économique ET technique) appauvrit et déshumanise le travail en lui-même, et donc aliène et réifie – transforme en chose – ceux qui le font, les travailleurs, c'est-à-dire à peu près tout le monde sous le capitalisme industriel.

Si l'on conçoit sérieusement que la première conséquence de toute activité productive, avant les objets ou services produits, c'est de produire le travailleur lui-même, de le transformer, lui et sa vie concrète (de la rendre agréable, intelligente, riche, ou ennuyeuse, stupide et pauvre, par exemple), alors on admet aisément que la question politique essentielle, c'est autant la nature du travail que le « partage des richesses » ou le pouvoir politique.

L'intérêt d'analyses comme celle de J. Porcher, c'est que la critique théorique de la réification et du travail aliéné (que j'ai laborieusement tenté de résumer ici) devient

beaucoup plus parlante avec un exemple concret ; particulièrement avec le cas de l'élevage, où vie et travail sont si évidemment imbriqués.

L'auteur élabore une critique sans compromis de la production animale contemporaine. Elle se distingue radicalement des discours sur le « bien-être animal », simple replâtrage et aménagement du présent.

Mais ses conclusions sont pourtant tout aussi opposées à celles de tendances qui se veulent, sur les mêmes questions, les plus radicales.

Les végétariens extrémistes, vegans ou antisépécistes qui identifient élevage et esclavage, revendiquent son abolition, au nom du bien-être animal. Ils vont donc paradoxalement dans le même sens que la production animale : ils veulent abolir toute relation réelle entre les hommes et les animaux. Fort logiquement, certains d'entre eux en viennent à défendre la production de viande de synthèse et autres productions de pointe des biotechnologies.

Ceci amène à se poser une question d'importance : qu'est-ce qu'une critique radicale ?

On constate aujourd'hui des paradoxes similaires sur divers sujets. Des féministes radicaux défendent les « théories du genre » ou *gender studies* (qui contestent l'idée-même de différence entre les sexes, ou que les sexes existent – pour parler très vite). D'autres, au nom d'une critique radicale de l'école ou de l'autoritarisme dans l'éducation remettent en cause toute idée d'éducation, ou l'existence-même de l'enfance. Des critiques du monde moderne et industriel se revendiquent primitivistes et dénoncent la déchéance qu'a représentée selon eux la révolution néolithique ou l'apparition du langage, etc.

On aurait tort de sous-estimer l'influence de ces diverses tendances selon les lieux et les milieux : plusieurs d'entre elles peuvent même inspirer directement des discours dominants officiels.

Ces théories nécessitent bien sûr davantage qu'une évocation expéditive. Je voudrais seulement relever ici qu'il faut se défendre du simplisme et ne pas se laisser impressionner par ces jeux de surenchère : le plus radical n'est pas forcément le plus surprenant ou le plus extrémiste dans la volonté de faire table rase.

Notre époque mérite, sur tous les aspects, une critique radicale : mais qu'est-ce qu'un radicalisme réel (pour rappel, radical veut dire : « qui prend les choses à la racine ») ?

10 – meilleur des mondes

➤ Répondre à cette question, c'est définir quelles sont les caractéristiques principales, décisives du point de vue politique, de notre époque, et sans doute aussi avoir quelques idées de ce que serait une société souhaitable.

« Libérer, ce n'est pas détacher, c'est attacher mieux. »

(J. Porcher à propos de l'élevage)

Autrement dit: la définition de la liberté qui s'est imposée à l'époque contemporaine est mauvaise, il faut en inventer ou en retrouver une autre. La liberté n'est pas être sans attaches, sans limites, sans contraintes.

Ou alors la seule chose qui manque au consommateur pour être libre, c'est davantage d'argent pour consommer sans entraves.

J'ajouterai encore: critiquer radicalement, ce n'est pas faire table rase; la table rase, c'est la société industrielle qui la parachève un peu plus tous les jours.

Ce n'est donc pas rejeter tout héritage et toute transmission des sociétés humaines qui nous ont précédés.

La liberté qu'il faut défendre ne revient pas à s'émanciper radicalement de la nature, la supprimer ou la mettre dans une réserve (pas davantage à se perdre dans les discussions théologiques sur la nature et la culture, transformées en entités figées, non dialectiques).

Il faut détruire et il faut créer.

Que faut-il détruire – et donc que faut-il conserver? Que faut-il créer? Et que faut-il se réapproprier, transformer dans le sens de la liberté et d'une vie plus riche, plus humaine.

Jocelyne Porcher nous offre quelques pistes de réponses pleines d'intérêt.

CÉDRIC

Jocelyne Porcher présentera ses travaux

• **jeudi 2 octobre à 20 heures au café Le Fabuleux Destin, à Aubusson,**

• **vendredi 3 octobre à 20 heures au café Le Potron Minet, à Eymoutiers.**

À lire:

• Jocelyne Porcher, *Vivre avec les animaux. Une utopie pour le XXI^e siècle*, La Découverte, 2011.

• Jocelyne Porcher, «Ne libérez pas les animaux! Plaidoyer contre un conformisme "analphabète"», *Revue du MAUSS* semestrielle, n° 29, 2^e semestre 2007, p. 352-362 [il s'agit d'une critique de l'antispécisme, et une première approche des analyses de J. Porcher].

Deux exemples d'analyses de métiers «de l'intérieur»:

• M. B. Crawford, *Éloge du carburateur. Essai sur le sens et la valeur du travail*, La Découverte, 2010.

• B. Louart, «La Menuiserie et l'ébénisterie à l'époque de la production industrielle», *Notes et morceaux choisis*, n° 6, distribué par les éditions La Lenteur, 2004.

Liberté, liberté chérie : décolletés et hauts talons

Femme-objet ? bah, rien de neuf...

D'abord c'est quoi un objet = un truc qu'on peut soupeser, apprécier, acheter, jeter.

MAIS QUI SE SENT OBJET? Qui admet être formaté pour plaire, pour séduire? Qui admet être formaté pour paraître fort, protecteur à l'occasion, puissant?

Peu de personnes, en vérité. Car tout le monde à envie de se sentir «libre»: libre de ses choix, de son comportement, de son habillement.

Et pourtant...

Début de XXI^e siècle caricatural: retour aux années 1950 pour ce qui concerne les publicités, la femme qui fait vendre des voitures, des vêtements, etc., tout ce qui est sur le marché.

L'une des plus grosses activités du «marché» mondial est aujourd'hui la pornographie et la prostitution. La légalisation de cette dernière dans plusieurs pays européens (y'a des entrepreneurs vraiment entrepreneurs!) ouvre grand la porte à la marchandisation des corps – et en très grande part celui des femmes. À bas la morale, bon sang!

Donc aujourd'hui, à l'aide de cette «normalisation» de cette nouvelle activité économique – la prostitution –, la tendance de la mode y aidant, il est de bon ton de s'habiller, de se maquiller, tendance prostituée. C'est amusant, non? Donc on y va: décolletés plongeants comme jamais, maquillages, talons, etc.

Rien de nouveau? Non, pas vraiment, si ce n'est la banalisation et l'acceptation généralisée par les femmes elles-mêmes de leur corps comme morceaux de chair à consommer.

Ce qui me fait râler: c'est que les femmes (enfin, pas toutes!), «Lafame» comme dit Mademoiselle*, y trouvent leur compte, au premier abord... c'est vrai que si l'aliénation n'existait pas, les prolos ne voteraient pas FN, les gens n'iraient pas voter pour des charlots-voleurs-menteurs-exploiteurs-j'en passe.

Le «complexe mode-beauté», à l'aide des journaux «pour femmes» (!!!) est un gros nettoyeur de neurones (voir madame Élisabeth Badinter, principale actionnaire de Publicis*, qui se fait passer pour féministe!). Pour se rendre compte du niveau calamiteux de ces «journaux» – vaudrait mieux appeler ça plutôt des supports publicitaires de bas niveau, ce qu'ils sont –, faut avoir l'occasion d'aller chez le médecin ou le dentiste... ça m'arrive.

J'ai du mal à croire que des millions de femmes achètent ces torchons enconnifiants, et pourtant! Sûr qu'elles feraient mieux d'acheter *Creuse-Citron* !!

Que faire ?

S.

*Voir son site : LesentraillesdeMademoiselle

**Pour le prochain numéro, je ne te laisse pas sur ta faim: il y aura deux pleines pages féministes avec l'introduction du livre de Mona Chollet, *Beauté fatale*. Un must!



NO TAV

Le 22 mai 2014 débutait le procès de quatre opposants au grand projet de ligne à Grande Vitesse Lyon-Turin, le TAV (Treno Alta Velocità), dans le Val di Susa (vallée des Alpes italiennes).

ILS SONT ACCUSÉS DE TERRORISME pour l'incendie de machines de chantier. Un texte très informatif a circulé à ce moment-là relatant ce qu'il en était du mouvement d'opposition à ce grand projet inutile. Intitulé «Urgent: L'État Italien mobilise l'antiterrorisme pour s'attaquer au mouvement NO TAV. Ne le laissons pas faire», ce texte retrace l'histoire de l'opposition, décrit le contexte du procès des inculpés, les montages judiciaires pour les accuser de terrorisme avec le soutien de la Communauté européenne.

L'intention de ce texte est d'exposer et de faire connaître le plus largement possible l'intense criminalisation que connaît à présent ce mouvement largement soutenu par les populations locales.

En trente ans d'opposition, la population du Val di Susa a eu recours à de nombreuses méthodes: recours juridiques, manifestations à répétition, démarches politiques (comme la participation aux élections des communes de montagne), recherches scientifiques démontrant autant l'inutilité que la nocivité environnementale du projet, des actions de sabotage et de blocage. La mobilisation de la population a connu des phases plus ou moins intenses en fonction de l'avancée ou du gel des travaux et des procédures.

Au début des années 2000, le projet commence à se concrétiser en dépit de quinze années d'opposition et c'est physiquement que la population répond en occupant les zones concernées. Le début des travaux est alors repoussé jusqu'en 2005 où cette fois l'État envoie les forces de l'ordre afin d'y installer ce qui devait être le premier chantier du TAV. 10 000 personnes s'introduisent alors sur le site et obligent à la suspension du projet – jusqu'à sa relance en 2011. Pendant la période d'accalmie, un nombre important de comités No TAV sont créés dans différentes villes et villages du Val di Susa et dans les val-

lées voisines qui apportent leur soutien au mouvement.

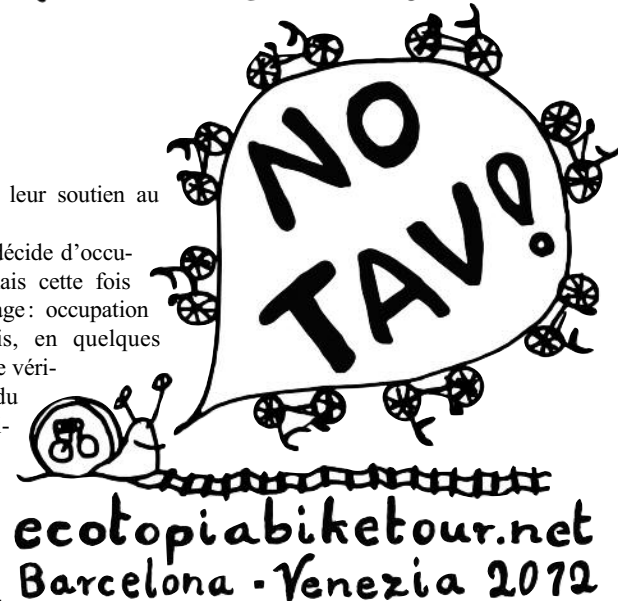
En 2011, le mouvement décide d'occuper à nouveau la zone, mais cette fois l'État montre son vrai visage: occupation militaire du chantier, puis, en quelques semaines, construction d'une véritable forteresse autour du chantier. Malgré une manifestation très violente de 60 000 personnes, l'occupation militaire reste en place.

Le mouvement d'opposition va donc repenser ses formes de lutte et reconnaître comme légitimes les sabotages et les actions de blocage (couper l'eau ou l'électricité aux forces d'occupation, rendre inopérants les engins de chantier, interrompre le trafic sur le réseau ferré).

Le mouvement No TAV connaît une répression féroce qui s'intensifie depuis quelques années. Les procès se succèdent, les chefs d'inculpation s'aggravent, des militants se retrouvent sous contrôle domiciliaire, certains sont interdits de séjour dans le Val di Susa ou doivent payer de lourdes amendes, et d'autres sont en prison.

Cette répression du mouvement est toujours suivie d'une campagne médiatique présentant les opposants comme des manifestants violents, opposés à la démocratie et de dangereux terroristes...

Dans la nuit du 13 au 14 mai 2013, un groupe d'une trentaine de personnes s'introduit sur le chantier du tunnel exploratoire de Chiomonte afin de saboter les machines présentes dans l'optique de bloquer ou de ralentir les travaux. Les barbelés et les grilles sont cisailés pour pénétrer sur le chantier. Une partie du groupe tient à distance les forces de l'ordre pendant qu'une autre partie incendie un compresseur et un générateur électrique. Des cocktails Molotov sont utilisés et en dépit des dégâts matériels causés, on ne compte aucun blessé. Quelques mois plus tard, quatre personnes sont arrêtées dans le cadre d'une enquête antiterroriste. Les chefs d'inculpation sont très lourds: attentat à visée terroriste et acte de terrorisme avec utilisation d'engins de destruction ou explosifs; de plus se rajoutent les accusations de dégradation par incendie, violence contre

Val di Susa Resiste

des agents de la force publique, possession et transport d'armes de guerre.

Le lendemain de cette attaque, le mouvement No TAV dans son ensemble la revendique publiquement. La coordination de tous les comités a déclaré que «les inculpés sont des fils du Val di Susa, le sabotage est un acte de résistance légitime, les terroristes sont ceux qui imposent le TAV».

L'utilisation de la notion de terrorisme dans ce procès s'inscrit dans la lignée d'une évolution inquiétante du droit qui dépasse le cadre strictement italien (et qui est bien argumenté dans le texte auquel nous faisons référence).

Pour le résumer très vite, cette évolution se traduit par un flou absolu – évidemment délibéré – dans la définition de ce qui est du ressort du «terrorisme»; ce qui permet d'inculper sous cette appellation à peu près n'importe qui. Pire encore, non seulement des actes, mais de simples intentions, ou soupçons d'intentions, peuvent suffire à tomber sous le coup de ces nouveaux dispositifs juridiques.

Cette société n'en a jamais assez: il lui faut toujours plus engloutir des paysages, des lieux; vomir sur ceux-ci sa modernité, ses machines, sa vitesse, ses marchandises de pacotille, ses humains de plus en plus égarés; et déposséder ceux qui bizarrement souhaiteraient vivre simplement, en choisissant dans quelle société ils veulent vivre.

Le «progrès» s'impose par la violence et ce sont ceux qui s'y opposent au nom de la liberté qui sont lynchés. Que c'est beau le progrès!

ARMELLE

On peut lire ce texte du Collectif international Pro No TAV sur Internet: proces.atariseup.net

Chaos et affaires

Rien n'est plus ridicule que l'assertion selon laquelle les affaires prospèrent en temps de paix. En temps de paix, le petit commerce prospère sans doute, mais ne saurait assurer leur culbute quasi quotidienne aux affairistes qui saignent à blanc le monde faute de le gouverner.



NON, POUR FAIRE PROSPÉRER LES AFFAIRES, rien ne vaut la terreur, le carnage, les populations en état de sidération, l'absence totale d'éducation, la haine et la peur. Le bonneteau de la guerre fait pousser les profits comme des bambous. La stratégie du chaos fonctionne par-

tout, ici à basse intensité, ailleurs à plein pot, l'ailleurs étant relié à l'ici comme le pétrole brut au réservoir de nos bagnoles.

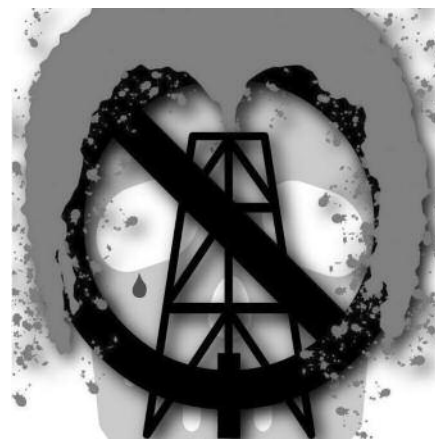
Pour faire la guerre aux populations ou pour les empêcher de bouger, on a besoin de prétextes fallacieux. Par exemple, les 20 000 kilomètres de murs aux frontières ne sont évidemment pas là pour arrêter les terroristes ou les trafiquants, lesquels passent partout les doigts dans le nez et contribuent d'ailleurs généreusement aux PIB des pays concernés. Les murs sont là pour compliquer, voire empêcher le passage des pauvres. Et ça douille, un mur, mais quand on aime on ne compte pas. En ces temps de chômage massif, il est bon d'engraisser toutes ces entreprises qui prospèrent comme des tumeurs cancéreuses pétantes de santé en produisant à la pelle des caméras de surveillance, des drones, des détecteurs à infrarouge, du fil de fer barbelé, du béton armé, du grillage électrifié, des miradors, des armes sophistiquées. Sans compter tous les vigiles, paramilitaires, matons, secrétaires et surveillants qui auraient pu ne pas continuer à nourrir leur petite famille sans Thalès, EADS, la Brinks ou Sécuritas, à la maison ou ailleurs dans le monde.

Tout le monde connaît un peu le mur israélien en Cisjordanie, ou celui qui sépare le Mexique des USA. Ces gens ont du pognon, il faut bien qu'ils l'investissent pour le pro-

téger contre les petites mains crasseuses des pauvres à qui ils l'ont volé. Mais leur exemple donne des ailes à d'ambitieux petits pays, comme la Grèce. Ah! vous la croyiez dans le fond du fin fond du gouffre? Eh bien on a sa fierté même quand on est cul nu sous le blizzard de la crise. Elle a achevé cet hiver la construction d'un mur de douze bornes à la frontière turque. Ce tas de 6000 mètres cubes de béton, de 800 tonnes d'acier et de 370 kilomètres de fil de fer barbelé a coûté la bagatelle de trois millions deux cent mille euros. Mais au moins, maintenant, les migrants mériteront le confort trois étoiles des camps de rétention s'ils ne se sont pas noyés dans les périlleux détroits qui séparent la côte grecque de la côte turque, ni dans le fleuve Evros, ni ne se sont brisés les os en se faisant dégommer du mur péniblement escadé. Bon an mal an, jusqu'ici, 100 à 150 000 se faisaient alpaguer par les gendarmes grecs tous les ans en passant la frontière. Eh bien ça va changer! L'Europe n'a pas versé un fifrelin pour cette contribution au bien commun, bien que la Grèce soit tout au plus pour les migrants un couloir craouède et dérobé menant à la salle à manger des maîtres. Il se pourrait que sur cette nouvelle frontière de la Méditerranée s'échouent désormais autant de noyés que sur les bronze-cul des Canaries. Certes les nazis d'Aube dorée trouvent ça un peu mou du bide de la part du gouvernement grec, mais ils ont fait un sport international du crachat dans la soupe.

De l'autre côté des murs, il y a des pauvres, mais ils ne sont jamais assez pauvres, surtout quand ils habitent sur ces ressources dont ont besoin les riches. Le pétrole, par exemple. Il y en a au Nigeria, c'est marrant, et en Irak aussi (et en Syrie). Et on se fait d'excellentes marionnettes avec la peau des pauvres, surtout celle des jeunes cons frustrés qui identifient le Prophète à une sorte de Bob Denard, en plus décomplexé et avec une barbe qui lui cache la bite. Ou à Charles Taylor, l'homme qui nage la brasse papillon dans les tripes et le sang et se fait élire avec pour un unique programme tacite : j'arrête de vous massacrer si vous me faites président. Aucun pays riche ne s'y est jamais trompé :

les meilleures marionnettes sont les fous de Dieu armés jusqu'aux dents d'où qu'ils viennent. Faire d'un petit soldat de Dieu un grand mercenaire et un poisson pilote du capitalisme débridé est un tour de passe-passe à la portée du plus neuneu des stratèges. Mais il faut regarder les États où poussent comme du chiendent les bandes déchainées des fous de Dieu. Boko Haram, par exemple, avant d'enlever d'un coup 276 lycéennes au Nigeria, dans l'État de Borno, s'était distingué en attaquant les lycées pour y massacrer les lycéens : 41 gosses et 1 professeur le 6 juillet 2013 à Mamudo, 44 étudiants qui roupillaient dans leur dortoir le 29 septembre à Gujba, 59 lycéens dans la nuit du 24 au 25 février à Buni Yadj. 144 garçons zigouillés en cinq mois parce que ces chiens sans foi ni loi faisaient des études. Qui a entendu parler de ces gamins assassinés? Ils ne sont pas assez sexys pour les médias? On ne peut pas les caser dans les luttes pseudo-féministes, c'est ça? La réaction du gouvernement de Borno a été de fermer 85 établissements scolaires après le massacre de Buni Yadj. Bon. Le 14 avril, comme on sait, les gaminettes sont emmenées lors du raid de Chibok. Le lycée était fermé, mais ce jour-là des filles y passaient l'épreuve de sciences du Bac. Depuis, Boko Haram continue à massacrer et à enlever. Pas d'état d'urgence? Pas d'état d'urgence. On n'est quand même pas en France, en banlieue, après l'électrocution de trois jeunes





gens poursuivis par les flics, allons. C'est quoi, un état d'urgence? Et d'ailleurs c'est quoi, un État?

Quand on regarde les faits, on se rend compte que lors du raid de Chibok et l'enlèvement des jeunes filles, dans cet État où les massacres sont légions et les établissements scolaires particulièrement visés, il y avait en tout et pour tout 17 flics et militaires dans la ville. Ces valeureux serveurs d'un État-fantôme ont fait leur devoir comme ils l'ont pu face aux 200 assaillants armés jusqu'aux dents : deux y ont laissé la peau, à l'impossible nul n'est tenu.

17 flics et militaires? Dans un État à feu et à sang, dans une ville de la zone rouge, cinq fois moins de képis et de treillis que gare du Nord n'importe quel jour de la semaine? Tous renseignements pris, voici une comparaison entre la France et le Nigeria: les actifs armés de l'armée française s'élèvent à 547 000 pour environ 66 millions d'habitants. Au Nigeria, ils sont 130 000 actifs armés pour 170 millions d'habitants, à la louche. Donc, nous, qui n'avons strictement aucun problème, comptons un troufion pour 120 personnes, tandis que les Nigériens qui se font massacrer et enlever à la pelle ont un troufion pour 1 307 personnes. Quant à la police, 330 000 hommes environ, mal répartis et si mal payés et formés qu'ils vivent sur le dos des populations, n'en parlons pas. Que fait la police? Comme partout, elle défend qui la paye. Au Nigeria, nombre de flics sont payés par les compagnies pétrolières et sous leurs ordres. Shell en emploie 1 200, ExxonMobil plus de 700 et Chevron 250. La Police paramilitaire nigérienne (MOPOL) plaît aussi beaucoup aux compagnies: Shell emploie plus de 600 de ses membres. Comme le disent pudiquement les chercheurs Abrahamsen et Williams, « pratiquement tous les niveaux de la force publique, y compris les militaires, ont été intégrés dans les dispositifs de sécurité ordinaires de l'industrie pétrolière à un tel degré qu'il est souvent difficile de déterminer où finit la sécurité publique et où commence la sécurité privée ». Alors, évidemment, on ne va pas chipoter pour quelques milliers de vil-

lagois assassinés ou enlevés, les pipelines ont besoin de protection.

Heureusement que l'Irak a été libéré par les forces du bien de cette ordure de Saddam Hussein, ainsi que de son pétrole, de sa laïcité et d'environ 650 000 Irakiens. Ça a pris du temps, OK, et côté pétrole, ça part un peu dans tous les sens. Quant à la Syrie, c'est long, c'est très long, ça traîne. Le dictateur se cramponne à son siège comme le mazout aux plumes des mouettes. Les forces du bien, comme toujours, piétinent sur les starting-blocks.

L'idéal serait sans doute d'unir ce vaste cafouillage, où on est embourbé j u s q u ' a u x genoux, dans un mélange de sang et de pétrole afin de rationaliser l'approvisionnement des pays dont les ressortissants possèdent une ou deux bagnoles par foyer. Un califat?

Non, c'est du mauvais esprit. Un califat pourrait tout au plus servir de prétexte à une intervention massive des pays riches partisans de la démocratie pour sauver les pauvres civils encore vivants du fanatisme religieux, pourtant bien utile en supplétif de la cupidité des firmes. C'est qu'elles aiment bien avoir des États puissants sous la main pour fliquer les États fantômes qui sont un peu leurs garde-manger. Et on se goinfre dans ce chaos, on se goinfre dans le sang et le feu. Les petits connards des banlieues des pays développés qui s'imaginent emmerder leurs ennemis en s'enrôlant dans cette bouffonne-

rie sanglante ne font que leur servir la soupe. Personne ne se penchera sur l'éternelle chair à canon de la guerre économique déguisée en guerre de religion, villageois, paysans, ouvriers, civils misérables, hommes, femmes, enfants, jeunes et vieux, tous confondus dans cet enfer qui n'en finit pas de l'Est à l'Ouest et du Nord au Sud, et qu'aucun prophète n'avait été assez tordu pour imaginer.

LAURENCE BIBERFELD



Parcours de santé

Quand la religion n'est pas en odeur de sainteté et autres idées

Composte-il?

Composte-elle?

*Ou le charme des parcours
santé si ça pue.*

**C'est un trou de verdure
[où chante une rivière,
Accrochant follement
[aux herbes des haillons
D'argent, où le soleil de la
[montagne fière,
Luit, c'est un petit val
[qui mousse de rayons.**

SEUL ENNUI, c'est que ce trou de verdure a eu la mauvaise idée de se trouver sur un des innombrables chemins de Compostelle, dès que le mois de mai fleurit, les étrons et les papiers-cul fleurissent aussi, avec leurs corollaires que sont : les boîtes de pâté industriel, les bouteilles de soda et de flotte, les serviettes hygiéniques et autres tampons usagés, les papiers gras, sachets de chips, gobelets en plastique, enfin tous ces trucs qui alourdissent gravement le sac du modeste pèlerin, qui sait pertinemment que pas vu pas pris! Autre joyeuseté du passage de ces hordes de crétins dégueulasses : le pillage des fruits et légumes, ainsi un ami qui élève avec respect des fruits dans la région de

Moissac voit la première rangée de ses fruitiers (la plus proche d'un de ces chemins) entièrement pillée, et ce chaque année! La deuxième rangée, elle, a l'insigne honneur d'être les chiottes et le dépotoir public. Excédé l'an dernier, il a, un soir, passé de la bouillie bordelaise, mais surdosée, ce qui devait arriver arriva : les pilleurs se sont retrouvés avec une chiasse monumentale. Cet ami, qui est d'abord un brave homme, a eu un peu honte de son geste en constatant plus loin le résultat éloquent de son méfait par le dépôt surabondant du résultat de cette *tourista* pèlerine.

Un ami vigneron fait le même constat chaque année : pillage systématique du premier rang de ses raisins. Les jardiniers amateurs ou professionnels bénéficient de la même rapine : tomates, melons, entre autres. Eux aussi bénéficient du délestage massif des reliefs des casse-croûtes coquillards.

Voici le vrai comportement de ces débiles enreligionnés durant leur parcours philosophico-bobolesque, et ils s'étonnent du mépris, quasi généralisé, avec lequel ils sont regardés, mis à part par la curaille et les proprios de chambres d'hôtes spéciales pèlerins, ça va sans dire!

Le crétinus électurus

T'vas voir... à la prochaine j'vais leur fout'!... Éructe le crétinus électurus dinosorus, après le énième pastaga bien tassé, le coude fébrilement posé sur le comptoir.

C'est trop facile quand l'élection est finie, d'aller gueuler comme si c'était la dernière. Ami votant, vous me faites vomir, vous qui rêvez déjà à la prochaine? «Qu'aurons-nous donc gagné, si nous exterminons l'aristocratie des nobles pour la remplacer par une aristocratie des riches?» C'est un certain Marat qui a écrit ça. C'est frais, non?

Si on revoyait la copie et qu'on reprenait tout à zéro? Plouf, plouf! Ce-se-ra-toi-qui-t'y collera!

Ça suffit de cette république d'aristocrates qui souffre d'agoraphobie politique! Peuple, tu nous as élus et maintenant ferme ta gueule! Le vote n'est pas le Graal de la démocratie, il en est la coupe de ciguë. Le fondamentalisme électoral, c'est fini! Les élections sont une crise néphrétique aiguë nationale. Un président, les gouvernants en général, sont absorbés par le soin de se



défendre et non de gouverner dans l'intérêt de la cité ou de l'État, obsédés par leur réélection. Ils se prosternent devant quelques nantis et une sorte de majorité supposée de citoyens, allant jusqu'à se prostituer et courir au-devant de tous leurs caprices. Plus l'échéance arrive, plus les pires intrigues deviennent actives et la nation tout entière est dans un état fébrile, l'élection faisant l'objet de toutes les conversations, de tous les débats et remplissant, à elle seule, toutes les colonnes des gazettes.

Un proverbe est à tort attribué à l'autre binoclard, va-nu-pieds indien Gandhi, il est en fait d'Afrique centrale et dit ceci : « Tout ce que tu fais pour moi sans moi, tu le fais contre moi. » Parfait résumé de la tragédie démocratasseuse représentative électorale d'aujourd'hui. Le retour en force de l'idée de la gestion de l'agora doit relever la tête avec vigueur. La liberté consistant en prise, occasionnelle, de responsabilité, le tirage au sort des citoyens qui seraient chargés de participer à la gouvernance doit voir le jour, ça porte le nom de démocratie, pas cette pantalonnade dont se gargarisent les médias et ces élus dans cette oligarchie antidémocratique. Ça suffit ces dictatures, le pouvoir n'est à personne, la gestion de la communauté est à tout le monde. Pas plus de dictature du prolétariat que celle de cette bourgeoisie politique.

Comment ça des citoyens tirés au sort? Ben oui, tout simplement! Pourquoi ce système appliqué pour certains procès d'assises n'est pas appliqué pour la gestion de la cité, puis de la nation? Partons de l'idée absurde qu'il faille des chefs, ça me laisse pantois mais bon? Alors il y a des chefs, que l'on appelle des représentants du peuple pour faire genre, mais ce sont bien des chefs et rien de plus! Et il y en a pléthore, plus ou moins corrompus ou corruptibles en tout cas, ne serait-ce qu'idéologiquement. Un maire qui se fait bourrer le mou à la préfecture et fout en place le fameux flicage genre Stasi « les voisins vigilants », est, à mes yeux, un maire corrompu! Si au sein de la cité était mis en place le tirage au sort de citoyens lambda qui auraient pour tâche de supplanter ce pouvoir absolu et quasi professionnel résultant du système électoral. Ce groupe de citoyens serait en place pour une durée déterminée avec un roulement régulier pour éviter l'encroûtement et les accointances. Il aurait pour pouvoir décisionnaire et de contrôle; pour ce qui est de l'administratif, un secrétariat est suffisant. Bien entendu les citoyens tirés au sort seraient rémunérés convenablement. Tirés au sort pour, mettons trois ans non

renouvelables consécutivement. Pas question de prendre en même temps X citoyens tirés au sort, non. Serait mise en place une alternance pour moitié au moins chaque année. Le système électif a instillé l'idée d'une pensée hiérarchique et la conviction que les affaires publiques ne peuvent être gérées que par des spécialistes? Les élus ne sont en rien des spécialistes, ils apprennent peu ou prou à le devenir? Prend-on comme PDG de la télé publique un cadreur de FR3, comme ministre de l'Agriculture un ouvrier agricole et comme Premier ministre un ancien DRH ou un adjudant de compagnie pour ministre de la Guerre et, rions un peu, y a-t-il un diplôme d'école Sup' pour le diplôme de président de la République? Quand on sait que pour tenir un salon de coiffure il faut au moins un Cap? Une représentation nationale tirée au sort ne serait pas laissée à elle-même, elle pourrait entendre des spécialistes de ceci ou de cela. Puis fini les consignes de partis, fini les questions vaseuses et interminables à la télé, questions qui ne se justifient que pour mettre en valeur le glandu qui les pose. Non, cette assemblée n'a d'autres préoccupations que de bosser pour le bien de tous.

Tous les citoyens ne sont pas suffisamment instruits ou capables pour assumer la charge de participer à la gestion de la cité! Ah bon? Alors que tous peuvent voter, procréer, tuer à la guerre, conduire une auto, voire travailler, en quoi ne seraient-ils pas capables? Les mêmes arguments furent évoqués quand il était question de donner le droit de vote aux femmes. Je rappelle. Et puis pour ce qui est d'avoir des pitres incompetents au pouvoir, ça fait un bail qu'on connaît, non? Je tâcherai prochainement d'argumenter autour de cette idée, là, c'est juste pour troubler un peu les esprits de ceux qui croient dur comme fer qu'en dehors des urnes point de salut. Ça pourrait s'appeler la représentation démocratique, par exemple?

L'armée nuit gravement à la santé et à celle de votre entourage! L'armée tue!

Symptômes stress post-traumatiques? Ben v'là ô t'chose? La gangrène gagne le grand Psy!

À grands coups de publicité dans les médias, l'armée t'offre un avenir professionnel dans lequel tu devrais trouver matière à être un homme au milieu des hommes et au sein d'une grande famille. Ni une ni deux, tu



signes ton engagement pour l'aventure humaine et c'est parti mon Kiki. Lavage de cerveau, entraînement physique de haut niveau et, mais quoi de plus naturel? Apprentissage au maniement des armes, or tout le monde sait bien qu'une arme de guerre c'est fait pour faire la paix! Et puis au gré des fantaisies, des besoins énergétiques, aurifères, diamantifères ou autres babioles indispensables, on t'envoie guerroyer pour d'excellentes raisons pacificatrices en diable. Si t'y laisses la paillasse t'inquiètes, on ramène ta dépouille dans un beau bercueil et hop la cour des Invalides avec un beau drapau, un coussin sur lequel on va épingler de médailles toute jolies, musique militaire, honneur et patrie, la minute de silence, après son discours, du président de la République, garde-à-vous de l'état-major militaire, tu sais ceux qui sont pas assez cons et qui restent sagement dans leurs salons dorés au lieu d'aller batifoler à tes côtés dans les vertes prairies. Mais si t'as l'idée saugrenue de revenir à peu près entier, tu vas nous péter un stress post-traumatique. Cette chose-là n'existait pas sous la conscription ça n'est là que depuis que l'on expédie des militaires professionnels. Quand il s'agissait de la troupe ça ne post-traumatisait personne la guerre, les tueries légales, les viols, le massacre des populations. Non, chacun revenait dans ses foyers et reprenait son turbin là où il l'avait laissé, avec juste quelques petits points retraite pour compenser le temps perdu. Loin de moi l'idée de te jeter la pierre, post-traumatisé que t'es, juste que de temps en temps au lieu d'écouter la publicité à la télé et de t'engager, gamberge un minimum, parce que, pose-toi la question des millions de civils post-traumatisés que t'as laissés chez les autres? L'armée, ça n'est pas juste un job bien payé en costume dérisoire et marche au pas!

Il n'y a pas besoin d'un cerveau pour marcher au pas, la colonne vertébrale suffit largement... C'est d'Albert Einstein, qui n'a pas fait que des bombes à mourir de rire.

Vers une agroécologie paysanne

Industrielle, raisonnée, écologiquement intensive, sont les autoroutes uniformes d'une agriculture au service des multinationales, qui conduisent à la faim du monde. Les chemins multiples, bordés de haies, prairies et bocages, qui ouvrent la « Via Campesina » vers une autre société, partent des savoirs paysans, serpentent parmi les luttes sociales, s'orientent avec l'agroécologie.

Le «vert» vide d'un ministre

En cette belle journée du 3 avril, l'envoyé spécial de *Creuse-Citron* fréquente les ors de la salle Colbert du Palais Bourbon. Abandonnant le combat anarchiste, serait-il ministrable dans le gouvernement Manuel Valls ? Non, il est venu y assister à la Conférence pour un agroécologie paysanne, organisée par des associations, dont la Confédération paysanne, les Amis de la Terre, Semences paysannes, Nature et Progrès.

Après le fiasco de l'«agriculture raisonnée», subventionnée par Monsanto, l'escroquerie de l'«agriculture écologiquement intensive», top de la modernité verte (guidage par satellite des machines, sondes hydriques pour l'irrigation, planchers en béton chauffants pour les élevages de volaille), le ministre de l'Agriculture veut «faire de la France le leader de l'agroécologie». Pour le collectif : «Le projet du ministère, verdissement des techniques agricoles industrielles et inégalitaires, perpétue un modèle agricole où l'emploi est détruit, les intérêts du capital privilégiés.» Après l'agriculture biologique (voir *Creuse-citron*, n° 34), le commerce équitable, l'éco-construction, le projet de société dont est porteur l'agroécologie est en train d'être détourné. Le pouvoir tente de contrecarrer un mouvement qui développe une agriculture sociale et écologique, s'inscrivant dans une transformation sociétale globale touchant tous les secteurs d'activité (énergie, transformation, commerce, transport, habitat, éducation, santé) et s'opposant directement à la dictature de l'argent et de la finance. Les intervenants ont rappelé que les premiers savoirs et savoir-faire agronomiques sont ceux des paysans, qui n'ont cessé de les adapter à leur environnement, les connaissances scientifiques et techniques n'en étant que l'émanation.

Des Andes jusqu'à l'Andalousie

Dès les années 1970, particulièrement en Amérique latine, les désastres de l'agricul-

ture industrielle ont été analysés. Pour celle-ci la terre n'est qu'un récipient dans lequel on verse les ingrédients nécessaires, sans se préoccuper de sa capacité d'assimilation des polluants, ni du taux de régénération des ressources. Des agronomes, des géographes, des ethnobotanistes, mais aussi des historiens (étude des mouvements paysans), des anthropologues (culture des peuples indigènes) sont allés à la (re)découverte de pratiques liées à la coévolution des êtres humains avec la nature. Ils ont étudié les connaissances des peuples autochtones



d'Amérique centrale et des Andes, notamment leurs pratiques de diversité génétique, de polyculture, d'agroforesterie (association arbres, cultures, pâturages)... Dans les zones rurales, là où se trouvent des peuples indigènes, il existe encore des centaines de cultures non occidentales, dont beaucoup ont eu une bonne efficacité écologique, c'est-à-dire la capacité à obtenir un rendement maximum pour un coût en énergie minimum, tout en assurant le bien-être de ceux qui y vivent.

En Europe, l'agroécologie s'est développée à partir de l'Espagne, particulièrement en Andalousie, région où les luttes paysannes ont toujours été importantes, depuis les collectifs agricoles anarchistes de la révolution espagnole, jusqu'aux occupations de terres appuyées par le SOC (Sindicato de obreros del campo). La mécanisation agricole et la crise industrielle menacent la vie des ouvriers agricoles, qui ont réagi par l'action directe, mais aussi par le développement

de pratiques agroécologiques. Ils sont aidés par l'ISEC (Institut de sociologie et d'études paysannes) de Cordoue et le Centre de recherche et de formation en agroécologie de Grenade. Les dimensions sociale, économique et politique correspondent à leur volonté de résoudre localement les problèmes, sans les confier à un parti ou l'État.

La route vers l'agroécologie

La transition agroécologique, qu'il s'agisse d'une ferme ou d'une région, nécessite la connaissance de l'histoire agronomique et sociale, des savoirs, de la propriété de la terre, des caractéristiques des sols, des flux d'énergie, de la biodiversité. Sont pris en compte modes d'échange, prix, formes de pouvoir, politiques agricoles, mouvements sociaux. Il s'agit de s'appuyer sur les pratiques et connaissances locales : polyculture, rotation des cultures, récupération d'eau, utilisation des plantes sauvages, agroforesterie, fertilisation animale ou organique, engrais verts, etc.

Pour maintenir un équilibre stable, la diversité des cultures, des variétés, des semences permet de résister aux perturbations (érosion, salinisation, sécheresse). L'hétérogénéité des paysages (mosaïque de zones, agricole, forestière, élevage) et la rotation des cultures sont aussi des éléments favorables.

L'autonomie pour les habitants s'appuie sur la diminution de la dépendance aux intrants externes (en énergie et matériaux). Les aléas économiques (marchés, innovations technologiques) sont mieux surmontés en développant des réseaux locaux (commercialisation, intrants naturels) et en récupérant des activités traditionnelles disparues, qui peuvent constituer un revenu complémentaire utile.

Un autre grand principe est la recherche de la «souveraineté alimentaire» pour un territoire. La «sécurité alimentaire» des organismes internationaux ne s'intéresse ni à l'origine géographique des aliments ni à la manière dont ils sont produits : l'importation



massive d'aliments subventionnés entraîne la disparition des agriculteurs locaux, voués à la précarité et au chômage. La «souveraineté alimentaire» implique l'accès aux terres pour les paysans, l'utilisation de l'agroécologie, l'obtention de prix justes pour leurs produits, des circuits locaux de production, de conservation et de transformation :

«*La souveraineté alimentaire est essentielle pour lutter contre la faim et la pauvreté. Le commerce agricole généralisé, qui donne accès au marché en fonction du pouvoir d'achat et à prix bas, souvent subventionné, nie aux producteurs l'accès à leurs propres marchés.*» Via Campesina

Petites fermes ou grosses exploitations ?

La «Révolution verte» bénéficie aux firmes qui fournissent semences, engrais, pesticides. Elle tente de s'étendre là où elle n'était pas prépondérante (Afrique, Pays de l'Est, etc.). Ailleurs, c'est une «Deuxième Révolution verte» qui s'annonce, capitaux et intrants en forte hausse, OGM censés nourrir la planète. Par l'accaparement actuel des terres, les multinationales possèdent des millions d'hectares, voués à la monoculture.

Plus de 2 milliards de personnes ne sont pas encore touchées par les techniques «modernes»: 90% des exploitations sont petites, disposant de moins de 25% des terres cultivables. Pourtant elles fournissent la majorité de l'alimentation: Amérique centrale, 17% des terres, 50% de la production, Ukraine respectivement 16% et 55%. Même si l'agriculture industrielle dispose des meilleures terres, de l'essentiel des crédits et des infrastructures, le «paradoxe de la productivité» a montré que la productivité globale d'une ferme est inversement proportionnelle à sa taille: dans l'Union européenne la productivité des petites fermes est au moins le double de celle des grandes exploitations; en Amérique centrale, le système *milpa-solar*¹, comparé à la monoculture du maïs, permet une production diversifiée de plantes alimentaires, une excellente qualité nutritionnelle, une bonne productivité. Cet agroécosystème des peuples mésoindiens est complété par la *minga*, travail collectif réalisé au service d'une communauté, d'un village, d'une famille².

Environ 140 millions de petits paysans dans le monde prennent des initiatives agroécologiques, améliorant ainsi leurs rendements (+ 116% en Afrique).

Suivons la «Via Campesina»

Depuis Maputo (Mozambique) en 2008, le programme de Via Campesina est centré sur l'agroécologie. Ce mouvement regroupe 200 millions de paysans, sans-terre, ouvriers agricoles, de 183 organisations dans 73 pays. À l'occasion de ses vingt ans en 2013, une Rencontre mondiale de l'agroécologie et des semences paysannes a eu lieu à Jakarta (Indonésie):

«*L'agroécologie fait partie intégrante de la réponse globale aux défis et crises auxquels l'humanité est confrontée.*»

«*L'agroécologie défend le bien commun et le collectif. En améliorant les conditions de vie des populations rurales et urbaines, l'agroécologie affirme que la terre, l'eau, les semences et les savoirs sont récupérés par les peuples et restent le patrimoine au service de l'humanité.*»

«*L'agroécologie est un élément essentiel de la construction de la justice sociale dans un nouveau système social égalitaire.*»

Pour rappeler que ces objectifs ne s'obtiennent pas sans combats, Via Campesina a fait du 17 avril une Journée mondiale des luttes paysannes, 19 paysans sans terre brésiliens ayant été assassinés par des paramilitaires le 17 avril 1996.

ÉLAN NOIR

1. *Milpa* : Champ où se renforcent les «trois sœurs»: le maïs offre son ombre et ses rames, les haricots fixent l'azote dont il a besoin, les courges conservent l'humidité, préservent de l'érosion et des insectes.

Solar: Potager où poussent pois, piments, poivrons, cacao, café, etc.

2. Voir aussi la «*minga* indigène, sociale et populaire», marche partie du Cauca, région pauvre du sud de la Colombie, accueillie à Bogota en novembre 2008 par 1 million de personnes: «*Ce pays de propriétaires sans peuples deviendra un territoire des peuples sans propriétaire. Nous ne nous opposons pas au développement, nous le considérons dans une logique autre, en vue de l'obtention d'un bien commun.*»

Plus d'informations :

• Silvia Pérez-Vitoria, *Petit précis d'agroécologie*.

• Émission du 27 janvier 2014 : <http://trousnoirs-radio-libertaire.org/>

Petite histoire d'une discrimination ordinaire : l'instruction en famille



Kad, une de nos lectrices, nous a fait parvenir le présent texte qui suscite bien des questions, et c'est tant mieux ! Tout en étant d'accord avec les critiques portées contre l'école, et sachant le pourquoi de l'invention de l'école laïque obligatoire (Ferry, le monde industriel qui se développe et qui a besoin d'une main-d'œuvre un peu formée et docile), il nous semble que l'école (sous une autre forme) devrait être un élément de progrès de la condition des plus défavoriséEs et surtout des femmes. Il suffit de regarder l'état des populations les plus pauvres, où il n'y a pas d'école (sauf religieuse éventuellement) et où les filles ne sont pas admises...

C. C.

Cela fait un petit moment que cela me trotte dans la tête d'écrire un texte sur l'instruction en famille et notamment sur le fait que, régulièrement, on est confronté à une «petite discrimination» parce qu'on ne met pas son enfant à l'école...

LE SENS DU TERME «**discrimination**» est à l'origine neutre, synonyme du mot «distinction», mais il a pris, dès lors qu'il concerne une question sociale, une **connotation** péjorative, désignant l'action de distinguer de façon injuste ou illégitime, comme le fait de séparer un individu ou un **groupe social** des autres, en le traitant plus mal.

Ainsi, dans la vie de tous les jours, non sous une forme spectaculaire mais de manière insidieuse, il existe toute une série de «petites discriminations» que je vais, pour une fois exprimer ouvertement. Je les ai listées en plusieurs points qui sont les suivants :

1. Ne pas mettre son enfant à l'école = tabou, surprise, inquiétude... Sacrilège ?

D'abord, ne pas mettre son enfant à l'école est un tabou majeur. Quand on décide de ne pas mettre son enfant à l'école, on entraîne des réactions diverses comme la surprise (je ne savais pas que c'était possible), étonnement, inquiétude... Mais c'est aussi un sacrilège : une vision bien relayée par nos médias qui donnent une vision de «pauvres

enfants laissés à l'abandon par des parents négligents/irresponsables» ou des «mères complètement débordées qui ne savent plus ou n'osent plus appeler à l'aide» ou encore mieux, perçus «comme embrigadés dans les sectes». Bref, ne pas mettre son enfant à l'école, c'est mal. Partout, il est écrit que l'école est obligatoire, ce qui nous met dans une position de hors-la-loi. Parce qu'il n'y a pas le choix. Parce que ça se fait. Parce que je ne connais pas autre chose.

La majeure partie des gens pense que l'école est obligatoire alors que c'est l'instruction qui est obligatoire. L'article L1131-2 du code de l'éducation définit : «L'instruction obligatoire peut être donnée soit dans les établissements ou écoles publics ou privés, soit dans les familles par les parents, ou l'un d'entre eux, ou toute personne de leur choix.»

Le mode d'instruction est devenu uniforme, il n'y a désormais qu'un seul chemin pour apprendre, qu'une seule pensée conforme, standardisée ; la pensée unique est désormais scolaire et on a du mal à envisager qu'il puisse exister d'autres possibilités que l'école, d'autres moyens d'apprendre que celle mis en place à l'école. Ainsi, il est devenu acquis que seule l'institution peut entreprendre notre instruction et que «tout accomplissement personnel en marge de l'institution sera matière à suspicion» (Ivan Illich).

Ensuite, quand on est parent, on souhaite le mieux pour son enfant. Quand on répond au «pourquoi» on a fait ce choix, il est très difficile de répondre sans mettre en porte-à-faux les autres. En effet, quand on pense que l'école est nocive pour notre enfant, le parallèle est vite fait pour celui qui écoute. Parfois

on n'est pas d'accord et l'échange s'arrête là. Parfois, on passe pour un extrémiste ou mieux pour un fou. Les réactions lors d'un échange sur la non-scolarisation sont étonnantes : souvent, les personnes ne se privent pas de nous donner leur opinion sur le fait de ne pas mettre son enfant à l'école : «Comment vous pouvez faire ? Ce n'est pas trop dur de vivre constamment avec ses enfants ? Moi, je ne pourrais pas, j'ai besoin de respirer. / Il a des copains ? Il ne voit personne ? Il ne vaudrait pas mieux qu'il puisse apprendre avec d'autres personnes que ces parents ? Cela va le rendre insociable ? / Il est timide, c'est parce qu'il ne voit personne. / Etc. Hormis le fait que l'on puisse comprendre que ce qui est inconnu puisse interroger, la plupart des avis sur la non-sco sont une série de poncifs basés sur rien. Ce sont généralement des préjugés qui reposent sur des postulats erronés. Bref, la plupart des gens ne se gênent pas pour nous donner leur avis... Pourtant, je ne me vois pas dire aux parents scolarisant ce que je pense du fait qu'ils mettent leurs enfants à l'école...

Et quand bien même la personne avec qui l'on discute reconnaît inacceptable toutes formes de domination, d'enfermement, de reproduction des inégalités, de la violence de la part des institutions, la plupart du temps, celle-ci a des enfants à l'école. Je me demande toujours comment peut-on rejeter tout cela et continuer à mettre son enfant tous les matins à l'école ? On dénonce des violences comme la télévision, Internet, mais mettre son enfant pendant toute son enfance et une bonne partie de son adolescence dans une institution dont le fonctionnement est proche de l'univers carcéral est un beau paradoxe.

2. Petite discrimination dans la vie quotidienne

Régulièrement, et progressivement, cela arrive sur des remarques : « Alors, tu n'es pas à l'école ? Tu n'as pas envie d'aller à l'école ? » Il est devenu impossible de trouver des enfants avec des adultes dans la rue sans susciter de l'étonnement ou de la suspicion. Cela me questionne sur le fonctionnement de notre société et de la place qu'elle laisse à l'enfant dans l'espace public...

À cela se rajoute un matraquage pro école, très propagande. L'école serait-elle sectaire ? quand on regarde les caractéristiques de ce qu'est une secte, l'école s'en rapproche dangereusement et pourtant elle fait bien la chasse aux sectes. Dès tout petit : « Quand tu iras à l'école, tu verras, c'est bien, tu vas jouer, te faire des copains... » Je me demande parfois si ce n'est pas de l'auto-persuasion. Après, il y a la blague entre les « non-sco » : « Ouf, les vacances sont là, on va pouvoir se balader dans les rues sans susciter de l'étonnement. » Des enfants dans la rue en pleine semaine interrogent toujours car ce n'est pas la norme. C'est de l'humour, mais c'est vrai. Souvent il faut expliquer. Parfois ce n'est pas évident d'être dans l'explication sans glisser vers la justification...

Et si la discussion s'engage sur les raisons d'un tel choix, ce n'est pas évident de s'expliquer sans passer pour un extrémiste haineux qui veut régler ses comptes avec la société. Pourtant, j'ai toujours été surpris de voir avec quelle férocité les gens défendait cette école.

En effet, cela passe mal lorsqu'on explique ce que l'on pense : que l'école est une machine bien huilée qui amène à une bonne dose d'auto-résignation (les plus grandes barrières sont celles que l'on se met soi-même), de dépréciation de soi-même et de casser l'estime de soi (je suis nul en...), dégoûte souvent des apprentissages et de l'envie innée qui est intrinsèque à tout être humain ; qui est d'une violence inouïe (cf. les études sur les violences scolaires), qui ne fait que reproduire les inégalités sociales et apprendre insidieusement dans les corps et les esprits (l'*habitus* de Bourdieu) la soumission, l'acceptation de la hiérarchie. et qu'elle permet difficilement une vraie éducation à l'esprit critique et à amener l'individu à une autonomie intellectuelle et une émancipation. C'est Winston Churchill qui l'avait observé : « Les écoles n'ont pas forcément grand-chose à voir avec l'instruction... ce sont principalement des institutions de contrôle au sein desquelles certaines habitudes de base doivent être implantées dans nos jeunes enfants. L'instruction est très défectueuse et à très peu de place dans nos écoles. »

3. Petite discrimination dans nos discours

De Monsieur tout le monde, mais aussi de nos politiciens avec, entre autres, Ségolène Royal qui parlait à tort d'école obligatoire. Je me suis toujours demandé pourquoi cette fameuse école républicaine leur tenait tant à cœur. Parce que, hormis d'être complètement naïf, la plupart des gens se doutent que leurs intérêts ne sont pas les miens. Et finalement, si cela leur tient tant à cœur, c'est que cela leur sert bien : comme machine de reproduction sociale et de castration individuelle, on n'a pas trouvé mieux. Alors, leur discours plus qu'hypocrite d'aller sauver la veuve et l'orphelin, ils ne berment que ceux qui veulent se laisser bernier. Pourtant, l'idée était plutôt bonne au départ. Condorcet pensait qu'en instruisant le peuple, celui-ci pourrait s'émanciper. Oui, mais il faut voir comment et qui l'instruit, parce que si c'est un intérêt privé qui détourne cette mission à son avantage, cela donne des conséquences... que l'on connaît bien aujourd'hui : une machine bien huilée qui continue d'asservir les plus faibles.

On dit école à la maison (je préfère dire instruction en famille, IEF). Cela peut paraître jouer sur les mots, et pourtant il n'y a pas que la manière scolaire pour apprendre. Une école est un établissement où l'on accueille des individus appelés « écoliers » afin que des professeurs leur dispensent un enseignement de façon collective. Or, cette manière de fonctionner et de transmettre à nos enfants n'existe que depuis une toute petite période dans notre histoire. Il y a une multitude de manières pour apprendre sans passer par la forme classique maître-élève-savoir.

4. Petite discrimination dans nos représentations

Aujourd'hui, la majorité des enfants vont à l'école et ce, bien avant l'âge d'instruction obligatoire. La séparation du tout-petit (2 ans pour les toutes petites sections maternelles) est devenue la norme ; et décider de garder son enfant avec soi et, plus tard, de ne pas le scolariser est le fait d'une minorité.

Nous sommes dans une société ultra-séparatrice : par âge, par activité, par revenus... Les chômeurs avec les chômeurs. Les travailleurs avec les travailleurs. Les enfants avec les enfants du même âge. On peut s'interroger sur les conséquences de cette séparation quasi systématique sur notre société...

Diverses théories issues de la psychanalyse sont désormais passées dans nos discours communs. Aujourd'hui, dans les représentations sociales, on trouve tout un tas d'idées ne reposant sur aucun fondement : la fameuse séparation nécessaire pour grandir, le danger de la confusion d'être à la fois

parent et enseignant, la nécessaire confrontation précoce à la vie réelle (mais quelle vie réelle ?). Comment feront-ils pour accepter les contraintes, un travail de merde ? J'espère bien qu'ils ne l'accepteront pas...

Dans son livre¹, *Le Fermier et l'accoucheur*, où Michel Odent fait le parallèle entre l'industrialisation de l'agriculture et l'industrialisation de la naissance, il explique aussi les conséquences des événements qui se déroulent durant la période primale (de la conception au premier anniversaire) sur la santé et le comportement de l'enfant et notamment les conséquences des séparations précoces du petit enfant d'avec sa mère. Il va même jusqu'à faire un parallèle entre les sociétés qui séparent précocement l'enfant de sa mère et les sociétés de type guerrières, agressives. L'attachement entre la mère et son enfant n'est pas la norme dans notre société, il est plutôt mal vu, c'est pourtant habituel dans d'autres cultures (cf. Le concept du continuum).

5. La non-scolarisation à toute une série de poncifs...

... que l'on nous ressort régulièrement, tous plus infondés les uns que les autres : la socialisation, la notion de l'effort, le vrai monde... Celui qui revient le plus souvent étant celui de la socialisation.

La plus grande inquiétude après « comment vont-ils apprendre, alors ? », c'est cette fameuse socialisation. Hormis le fait qu'il y a souvent une confusion entre sociabilité et socialisation, si on regarde la définition de la socialisation : un processus **d'intégration à la société, apprentissage de la vie de groupe**. Aujourd'hui, il est commun d'envisager cette intégration en plaçant quotidiennement l'enfant dans le même espace avec les mêmes enfants de son âge. En passant sur le fait que l'école est souvent (et je suis gentil) un espace de non-droit, c'est quand même antinomique à une vraie socialisation, celle-ci étant bien de pouvoir aller vers des personnes de tous âges et de divers horizons.

Quand on dit que notre enfant ne va pas à l'école, la phrase qui revient le plus est : « Mais il ne voit personne ! ? » Comme si c'était une vérité, que l'enfant ne sort pas de chez lui et ne voit aucun enfant de son âge. D'abord, c'est faux. Il y a les copains, les activités culturelles, sportives, les sorties non

1. Les différences de rituels ou de croyances entourant la naissance s'expliquent en partie par la façon dont les sociétés envisagent leur survie : « Plus grande est le besoin de développer les capacités d'agressivité dans une société donnée, plus sont agressifs les rituels et les croyances dans la période qui entoure la naissance [...] L'anthropologie éclaire ces différences. Dans les sociétés pré-agricoles ou les bases de la stratégie de survie n'étaient pas de dominer la nature, les processus physiologiques étaient perturbés le moins possible, en particulier la naissance et le premier contact mère-bébé. »

sco... et surtout la vie de tous les jours. Notre enfant côtoie régulièrement du monde, des gens de tout âge et pas seulement des enfants nés la même année que lui. Parce que c'est assez surprenant de croire que la fameuse socialisation ne va se faire qu'avec des gens de son âge, les mêmes, que l'on fréquente régulièrement sans avoir choisi. Le paradoxe ultime étant d'autre part que c'est la remarque qui revient le plus : la fameuse peur que l'enfant ne soit pas sociable, alors que l'État interdit à deux familles de se réunir afin de pratiquer l'instruction ensemble ; tout cela pour faire soi-disant une chasse aux sectes. Rappelons que nos politiciens continuent d'entretenir l'amalgame entre secte et instruction en famille...

6. Petite discrimination sur son choix de vie et la manière d'envisager les apprentissages

Il y a une façon d'apprendre unique : la manière scolaire. L'école, et son mode uniforme, a fait bien des dégâts. Désormais, on n'arrive pas à penser que l'on puisse apprendre autrement que ce que fait l'école : un objectif à atteindre qui va découper des séquences d'apprentissages en différentes étapes qui vont progresser linéairement et dont on pourra vérifier l'acquisition par une évaluation. «Tous les enfants apprennent à la maison. Dès la naissance, ils explorent le monde, faisant peu à peu de multiples découvertes sur leur environnement matériel, social, culturel. Cet apprentissage est décontracté, sans directives particulières, ce qui n'empêche pas les jeunes enfants d'acquérir une somme impressionnante de connaissances au cours de leurs premières années. Pourtant, on ne s'attend pas à ce que cette forme d'apprentissage puisse se poursuivre au-delà de ces premières années. Quand l'école commence, un changement radical se produit quant à la façon dont nous voulons que les enfants apprennent. Délaissant l'apprentissage informel de la vie – où les enfants apprennent comme ils veulent et quand ils veulent –, on juge indispensable de contrôler ce qu'ils apprennent par des programmes, des horaires, des leçons, des objectifs à atteindre et des tests. Cependant, il existe un nombre croissant d'enfants qui ne sont jamais allés à l'école [...] Beaucoup de ces enfants continuent l'apprentissage informel qui leur a si bien réussi pendant leur petite enfance.²»

En effet, quand on a un petit enfant et si on l'observe un peu, on s'aperçoit vite qu'il y a des milliers de façons d'apprendre, de découvrir le monde : par l'observation, l'échange, l'imitation,

le tâtonnement expérimentale et plein d'autres façons qui sont bien mal connues dans les sciences de l'éducation et dont on commence à catégoriser dans ce qu'on appelle : apprentissages informels, autonomes, autogérés, etc.

7. Discrimination de la part des institutions envers les familles «non-sco»

Il faut savoir que quand on a fait le choix d'instruire hors cadre scolaire, la loi demande à faire deux contrôles : un contrôle social tous les deux ans effectués par la mairie. «Article L131-10: Les enfants soumis à l'obligation scolaire qui reçoivent l'instruction dans leur famille, y compris dans le cadre d'une inscription dans un établissement d'enseignement à distance, sont, dès la première année et tous les deux ans, l'objet d'une enquête de la mairie compétente, uniquement aux fins d'établir quelles sont les raisons alléguées par les personnes responsables, et s'il leur est donné une instruction dans la mesure compatible avec leur état de santé et les conditions de vie de la famille. Le résultat de cette enquête est communiqué à l'autorité de l'État compétente en matière d'éducation. Lorsque l'enquête n'a pas été effectuée, elle est diligentée par le représentant de l'État dans le département.»

Actuellement, en Haute-Vienne, ce sont des AS (assistantes sociales) du secondaire qui viennent effectuer ce contrôle pour toutes les communes hors Limoges. Quand on voit que la loi stipule que c'est au préfet de diligenter quelqu'un et, après renseignements pris, pour savoir pourquoi ce sont des AS qui effectuent ce qui devrait être fait par la mairie, nous avons eu comme réponse que le préfet avait délégué cette fonction aux services sociaux du 87. On cherche en ce moment à savoir si c'est bien légal... Ainsi, aujourd'hui, en 2014, vous pouvez avoir des assistantes sociales qui vous visitent parce que vous faites l'IEF.

Ainsi, quand on est «non-sco», on subit une enquête sociale alors que les parents d'enfants à l'école, non. À partir de là, des abus sont régulièrement effectués : demande de voir la chambre des enfants, les feuilles de salaires des

parents et tout un tas de questions qui ne respectent en rien la vie privée des gens. Pourtant, c'est anticonstitutionnel : «Selon l'article 16-1 du conseil constitutionnel : nul enfant ne fera l'objet d'immixtion arbitraire ou illégale dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance...»

Et si, au mieux, on arrive à se faire respecter ou si on tombe sur quelqu'un (aléatoire) qui respecte le code et ne va pas être trop intrusif, il y aura toujours quelqu'un pour approuver le bien-fondé de cette action : la plupart des gens ne sont pas choqués de ce contrôle, trouvent que c'est normal de vérifier, qu'il pourrait y avoir les gens qui font n'importe quoi, qui maltraitent leur enfant, etc. Notons qu'à l'école les cas de maltraitance sont repérés difficilement et, s'ils le sont, combien d'actions aboutissent ?

Par ailleurs, si une famille IEF est maltraitante, ils s'en servent pour remettre en question le droit de faire l'école à la maison. Alors que jamais ils ne demandent la remise en question de l'école quand un enseignant dérape. Y aurait-il deux poids, deux mesures ?

Pourtant, c'est bien une intrusion de l'État dans la sphère du privé qui ne respecte en rien les droits de l'homme. Mais l'État en a fait une nouvelle religion, de son école. Sans école, point de salut, pas de diplôme... Pas besoin d'avoir lu les études Bourdieu et Passeron pour comprendre leurs intérêts : de la main-d'œuvre qualifiée pour Jules Ferry à une bonne grosse reproduction sociale.



Un autre aspect très discriminatoire : quand on a fait le choix de prendre en charge l'instruction de nos enfants et de ne pas déléguer cette fonction, on a affaire alors à un second contrôle de la part d'un inspecteur de l'Éducation nationale et le problème, c'est qu'ils sont à la fois juges et parties. Les familles sont contrôlées par ces gens qui n'ont jamais quitté l'école...

Beaucoup de familles subissent des suspicions pendant le contrôle pédagogique, sont victimes de préjugés et souvent perçues comme incompetentes vu que. Et je ne parle pas des abus de pouvoirs : un conflit pendant le contrôle annuel débouche assez fréquemment en signalements abusifs (voir le site *Hors des murs* pour un échantillon de quelques familles). Ils viennent voir comment l'enfant apprend mais comme ils ne connaissent (reconnaissent) que leur manière (l'enseignement) comme valable, l'évaluation que par des tests de manière normative, ils se heurtent aux manières différentes des parents qui ne fonctionnent pas comme à l'école, ce qui entraîne conflits, incompréhension ou, au mieux, un jugement comme parents négligents.

Actuellement des familles se retrouvent «signalées» dès que le contrôle se passe mal, que les parents s'opposent aux méthodes de l'inspecteur. Ceux-ci cherchent à vérifier l'état des savoirs ainsi que les progressions des enfants, mais le conflit provient parfois du fait que leur vérification ne repose que sur des tests, forme d'évaluation normative alors que les parents réclament l'application de la loi, c'est-à-dire : «L'autorité de l'État compétente en matière d'éducation doit au moins une fois par an, à partir du troisième mois suivant la déclaration d'instruction par la famille, faire vérifier que l'enseignement assuré est conforme au droit de l'enfant à l'instruction tel que défini à l'article L. 131-1-1». Les inspecteurs partent du principe que ce que disent les parents n'est que du déclaratif et que cela n'a aucune valeur. Ils remettent ainsi en cause l'honnêteté des parents, ce qui montre bien qu'ils ne reconnaissent pas la compétence d'instruire ses enfants. Sauf que ce n'est pas la loi.

Ce contrôle prescrit par l'autorité de l'État compétente en matière d'éducation a lieu notamment au domicile des parents de l'enfant. Il vérifie notamment que l'instruction dispensée au même domicile l'est pour les enfants d'une seule famille.»

Les contrôles sont donc très aléatoires, ils dépendent de la subjectivité la plus totale : selon la personne qui vient, selon la région (académie) dont on dépend, les traitements ne

sont pas les mêmes et les familles se demandent à quelle sauce elles vont être mangées. Le conflit peut être autour du déroulement du contrôle mais aussi du lieu. Chaque académie applique sa sauce et les traitements changent selon les régions. Quand le conflit débouche sur un procès, il a été constaté que la justice est du côté de l'école, les institutions se protègent. Il y a le cas aussi de parents qui se séparent et sont opposés sur la question de la scolarisation : pour tous les cas dont j'ai entendu parler, raison a été donnée au parent qui choisissait l'école.

D'autre part, je trouve que la famille est très connotée péjorativement. Peut-être un héritage pétainiste bien mérité, mais quand on parle d'alternative à l'école et qu'on amène le mot «famille», on sent toujours un recul : on ne choisit pas sa famille, etc. Peut-être celle dont on a hérité, mais on peut choisir celle qu'on va former. Et même si tout est loin d'être le meilleur des mondes quand on vit en famille nucléaire aujourd'hui, ne serait-ce quand même pas plus facile de se remettre en question quand on est un petit groupe que d'essayer de bouger notre cher mammouth national ?

8. Prédominance du modèle scolaire

La forme scolaire est la seule reconnue aujourd'hui comme existant ou efficace si on en regarde d'autres. Pourtant, au niveau de notre histoire, elle est assez jeune et n'est pas la seule dans le monde. Que font les sociétés sans écoles ? Souvent les seules réponses sont issues de visions ethnocentristes qui vont chercher à apporter la bonne parole sous la forme du modèle scolaire.

Et même quand on remet en question l'école, on ne remet pas en question le modèle scolaire. Quand il y a des expérimentations, des recherches d'alternatives, elles restent encore des écoles alternatives plutôt que des alternatives à l'école. Mais cela reste toujours une école : avec un programme, un même adulte pour pleins d'enfants ; où on ne peut pas choir si on veut y aller, ce qu'on peut apprendre, avec qui et comment. Et c'est le minimum pour que nos enfants soient libres. Malheureusement, quand on demande cela, on passe souvent pour des barges ou mieux des idéalistes. Pourtant, on a le droit de refuser ce modèle dominant et les raisons sont nombreuses, philosophiques, politiques : le refus du système scolaire, de ses valeurs, de ses rythmes, les désaccords avec le programme, les méthodes, l'obligation scolaire de conformité, la personnalité de certains enseignants, la violence à l'école autant que la

violence de l'école, les programmes scolaires trop chargés, le contenu imposé par l'adulte, école qui donne une vision trop stéréotypée de la société...

D'autre part, la culture scolaire entraîne un sentiment d'incapacité à prendre en charge l'instruction de leurs enfants, et qu'il n'y aurait que des spécialistes qui pourraient le faire. Dans notre culture, les parents sont à mon goût trop souvent dévalorisés au profit des experts.

9. Pourtant des pistes de solutions ont été amorcées mais restent peu connues

L'université populaire au Mexique d'Illich, le modèle de la Sudbury Valley qui existe depuis quarante-cinq ans (cf. *Free to Learn* de Peter Grey), histoire de montrer qu'il n'y a pas que des critiques mais aussi des recherches de solutions alternatives à ce modèle dominant.

Des familles en France et ailleurs dans le monde essayent de permettre à leurs enfants de grandir libres et d'apprendre une foule de choses sans passer par le mode scolaire. C'est de plus en plus difficile mais certaines familles se battent pour cela et je tenais à en parler. Cela peut prendre une forme appelée *unschooling*, mot désormais fortement connoté péjorativement.

Voici des pistes de lectures qui m'ont beaucoup éclairé dans mon cheminement sur la remise en question d'un modèle unique et totalitaire.

- Sylvie Martin, *Les 10 plus gros mensonges sur l'école à la maison*, Dangles, 2008.
- Léandre Bergeron, *Comme des invitées de marques*, Trois-Pistoles, 2002.
- Collectif (dir. Lisle Safran Barson), «Apprentissages autogérés et instruction à la maison», *Une perspective européenne*, Educational Heretics Press, 2006.
- Edmond Gilliard, *L'École contre la vie*, Delachaux et Niestlé, 1942.
- Jacques Rancière, *Le Maître ignorant*, 10/18 Poche, 2004.
- Catherine Baker, *Les Cahiers au feu*, Barrault, 1988 et *Insoumission à l'école obligatoire*, Barrault, 1985.
- Alan Thomas et Harriet Pattison, *À l'école de la vie*, L'instant présent, 2013.
- John Holt, *S'évader de l'enfance*, Payot, 1976, *Les Apprentissages autonomes*, L'instant présent, 2011, *Apprendre sans école*, L'instant présent, trad. 2012 (1976).
- André Stern, *Et je ne suis jamais allé à l'école*, Actes Sud, 2011.
- Ivan Illich, *Une société sans école*, Seuil, Point civilisation, 1971.

La faute à qui ?

«L'Afrique est à l'Europe comme le tableau à Dorian Gray – le support sur lequel le maître décharge ses propres défauts physiques et moraux pour continuer à avancer debout et immaculé.

En conséquence, l'Afrique est quelque chose qu'il faut éviter, comme le tableau doit être caché, afin de sauvegarder l'intégrité précaire du maître.»

CHINUA ACHEBE, écrivain nigérian

DEVANT CERTAINS ACTES DE BARBARIE, comme l'enlèvement des lycéennes nigérianes, l'indignation véhémence et les déclarations fracassantes sont de rigueur au pays des droits de l'homme.

Mais cette violence surgirait de nulle part ? L'hypocrisie occidentale est à son comble quand il s'agit de rechercher les responsabilités multiples qui provoquent la violence.

Les associations féministes n'ont pas été les dernières à organiser des manifestations et ouvrir des pétitions pour réclamer la libération de ces jeunes filles, mais peut-on se battre pour les droits des femmes africaines sans évoquer le pillage des ressources naturelles en Afrique en dehors de tout respect des droits humains ?

Les faits se sont déroulés au Nigeria, ex-protectorat britannique, indépendant depuis 1960. Ce pays est le plus peuplé d'Afrique, avec près de 170 millions d'habitants. Il est riche en pétrole et en gaz naturel, ; sa richesse toute relative (70% de sa population vit avec moins de 2 dollars par mois...) repose sur l'exploitation des hydrocarbures par des multinationales étrangères avec l'accord du gouvernement central. Cette exploitation entraîne dans le Delta du Niger un désastre écologique sans pareil, la pollution des terres agricoles et de l'écosystème marin, ceci dans la plus totale indifférence des grandes puissances pétitionnaires.

Près de 200 jeunes filles entre 13 et 16 ans ont été enlevées par une secte intégriste connue sous les noms de «Boko Haram». Boko Haram vient de la déformation du mot anglais *book* et de *haram* qui signifie en arabe «impur» et peut se traduire par «la civilisation occidentale est un péché». Cette secte existe depuis 2002 et cherche à imposer un régime islamiste rigoureux. Elle recrute dans les écoles coraniques des jeunes et des chômeurs et les transforme en combattants islamistes. Elle instrumentalise la haine contre les puissances occidentales considérées comme pilleuses de ressources et aveuglément profitieuses.

On ne peut que frémir en pensant au sort réservé à ces jeunes filles, non seulement privées d'éducation mais condamnées à l'indignité du viol ou de la vente pour quelques dollars à des réseaux mafieux qui les placeront sur les trottoirs des villes européennes ou américaines. Le Nigeria est le second pays pourvoyeur de prostitution derrière les pays de l'Est et, s'il y a vente, c'est que le «marché» existe.

Éva Joly notait, en 2008 :

«Le Nigeria a été pillé probablement de 20 milliards de dollars en trente années» et précisait que «les fonds se trouvent en Europe, essentiellement en Angleterre, en France, en Suisse».

Le business des compagnies pétrolières, dont Shell et Total présentes dans le Delta du Niger, est plus que lucratif mais il ne profite qu'aux Occidentaux et a fait de cette région une des plus polluées du globe : 6000 km d'oléoducs détruisent les champs, traversent les villages, provoquent des déversements nocifs. Les communautés locales sont obligées d'utiliser de l'eau polluée pour boire, cuisiner et se laver et de manger des poissons infectés par les toxines.

Le Delta du Niger est le cas extrême pour comprendre l'ampleur du problème de ces pays africains dévastés humainement et écologiquement par l'extraction de leurs ressources naturelles pour le plus grand bonheur des multinationales et des pays occidentaux. Comme le dit cet autre écrivain nigérian, Wole Soyinka :

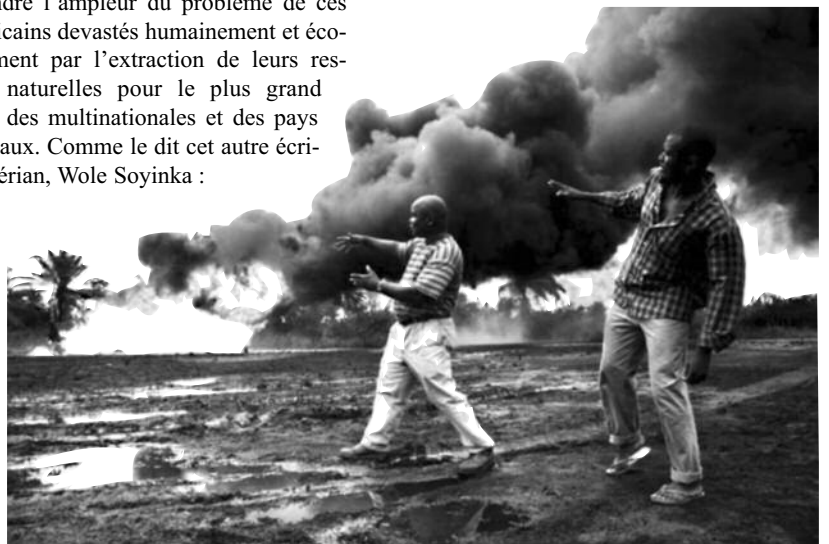
«Le monde devrait comprendre que le combustible qui fait fonctionner ses industries est le sang de notre peuple.»

Alors n'est-ce pas cette violence première – évidemment moins spectaculaire – que la secte Boko Haram, d'une manière particulièrement barbare, nous renvoie ? C'est peut-être contre celle-ci qu'il faudrait «pétitionner» en s'intéressant pas exemple aux nombreuses résistances des populations locales souvent réprimées de manière sanglante par les compagnies pétrolières et l'armée nigériane.

SAGNA

Un livre publié chez Agone par Xavier Montanya, *L'Or noir du Nigeria, pillages, ravages écologiques et résistances* a été publié sur ce sujet avec l'aide de l'association Survie dont le but est de dénoncer les agissements de la France-Afrique et de promouvoir, auprès des décideurs, une autre relation de cette même France-Afrique.

La revue mensuelle de cette association, *Billets d'Afrique et d'ailleurs*, est partiellement accessible en ligne.



putain de valse

C'est une valse par mauvais temps
 Une valse dans le sens du vent
 Une valse qui perd son âme
 Une valse électorale
 Une valse sans corps ni tête
 Une valse qui sent la peste

Pas facile d'aller à Rome
 Sans danser la valse
 Pas facile d'aller à Rome
 Sans danser la valse

C'est une valse sans front social
 Une valse *manu militari*
 Une valse de l'oubli
 C'est une valse une putain de valse

C'est une valse blême
 Un coup dans l'abdomen
 Une valse bouc émissaire
 Une valse de commissaire
 C'est une valse pour les nomades
 Une sale valse qui déménage

Pas facile de boire du rhum
 Sans danser la valse
 Pas facile d'aimer le rhum
 Sans danser la valse

Valse de la *Command atour*
 Une *das reich* sur le retour
 Une valse du détour
 C'est une valse une putain de valse

C'est une valse nationale
 Une valse de visage pâle
 Une valse du dégoût
 Une valse qui pue l'égout
 C'est une valse sans tempo
 Pauvre valse de démagog

Pas facile d'être un Rom
 Sans danser la valse
 Pas facile de vivre en Rom
 Sans danser la valse

C'est une valse barbelé
 Une valse d'enfermé
 Une valse sans amor
 Une valse mirador
 Une valse de la mort.

HERVÉ

(À voir et à entendre sur
[youtube.com/watch?v=RDXL9UQAt6k](https://www.youtube.com/watch?v=RDXL9UQAt6k))

Hymne à la ploutocratie

Les tortionnaires de Maurice Audin* ont récolté des médailles, des galons, de gros souliers cloutés, des retraites dorées, des étoiles.

Plaignez les tortionnaires du jeune mathématicien.

Les assassins d'Algérie ont formaté les meurtriers de Salvator Allende et déclaré leurs revenus à l'administration fiscale.

Plaignez les assassins de Salvator Allende. Les bouchers de Bagdad, de Grozny et ailleurs ont eu l'honneur des tapis rouges et des Gardes républicains échevelés.

Plaignez les bouchers du monde, du grand Monde.

Plaignez les noms de rues aux noms d'assassins qui n'ont pas encore le nom des meurtriers de Maurice Audin ou de Salvator Allende mais ceux de leurs ancêtres enfumeurs de grottes kabyles, malgaches et Ouvéa.

Plaignez ceux qui rêvent tout haut de semblables tâches de sang.

Bien sûr il vous reste à débaptiser tant de rues, tant de boulevards, tant de places dont les plaques suent le meurtre. Mais quand il en est encore temps, plaignez les veuves des assassins aux retraites de reversion d'où coule tant de sang.

RENÉ BOURDET



**Maurice Audin, jeune mathématicien algérois torturé et assassiné en 1957 par les paras du général Massu où figurait Aussaresses, lequel, de commandant, passa très vite au grade de général : le crime paie.*

On ne prête pas aux riches

On leur donne tout. Nos vies
 Nos amours, nos sueurs, nos cris
 Nos travaux, nos heures, notre cœur
 Nos désespoirs, nos blessures, notre sang
 Nos œuvres (charrue, ciseau à bois
 Encre, pinceau, truelle, pellicule
 Massette, crayons couleurs, lavis)
 Nos bras, nos jambes, notre cœur encore
 Nos vies, nos travaux, nos amours
 Et ils acceptent tout de nous
 De bon cœur et partout
 Au ciel comme sur terre
 Et même dans les banques
 Ah les braves gens ! Comme nous les aimons.

RENÉ BOURDET



Un départ volontaire... mais de qui, la volonté ?

Voilà un petit roman efficace d'une centaine de pages à peine. Le temps de faire connaissance avec le personnage principal: Odile.

Sémillante quinquagénaire décrite comme aimable arrangeante modeste et rigoureuse dans son travail, Odile, sympathique assistante commerciale, occupe le même poste depuis vingt ans, et se contente simplement d'exercer sa fonction correctement sans faire de bruit. Une personne plutôt ordinaire en somme, beaucoup trop ordinaire pour correspondre aux critères de performance dictés par la nouvelle « politique » d'entreprise. Un parcours professionnel aussi banal, ça fait tache dans l'organigramme, ça sent la routine et le manque d'ambition.

Ce livre plonge le lecteur au cœur du marigot du monde du travail tel qu'il se présente aujourd'hui. Dans cet univers en pleine mutation, où la crise financière sert de prétexte pour imposer chaque jour de nouvelles contraintes, de jeunes requins tout droit sortis des prestigieuses écoles de commerce, véritables manipulateurs machiavéliques, experts dans l'art de la communication, aiguisent leurs dents et déploient leurs talents. Le décor aseptisé de l'*open space* devient le théâtre de leurs opérations de nettoyage. Pour gagner en efficacité, il faut se débarrasser de tous ceux et celles qui, de par leur comportement ou simplement leur

caractère, risquent de ralentir la course vers la rentabilité. Alors dehors les lents les gros les timides les râleurs les seniors. Faites place aux *winner*s ! Dans ce jeu de massacre, seuls les meilleurs seront épargnés. Et encore, pour combien de temps ?

« Il ne suffit pas d'être bon, il faut être le meilleur ! »

Mais ici pas de plan social long et coûteux à mettre en place, ni d'interminables tergiversations avec les représentants du personnel, qui semblent ne pas exister dans cette entreprise. Les perdants doivent prendre conscience de leur faiblesse et partir d'eux-mêmes, sans faire de scandale. Un par un, ils sont poliment invités, puis incités plus directement, à quitter les lieux, sous les regards accusateurs de leurs anciens collègues. Mais l'entreprise n'est pas une ingrate, elle aide les *losers* malgré leur incompétence reconnue, elle leur propose des programmes d'aide dans le reclassement et la recherche d'emploi. La direction casse les jambes du bouc émissaire, mais dans sa grande mansuétude, elle lui offre une paire de béquilles presque neuves. Que peut-elle faire de plus ?

Au-delà du sujet à la fois banal et tragique, ce livre peut susciter plusieurs réflexions, tout d'abord, sur le but et l'intérêt de publier ce genre de récits. Ensuite, il faut tenter de déceler ce qui se cache derrière la notion abstraite de « politique d'entreprise » et, enfin, se demander pourquoi le processus enclenché ne rencontre-t-il pas plus de résistances.

J'entends déjà les réactions des camarades disant : « Encore un bouquin sur des salariés qui craquent et pleurnichent au lieu de s'unir et lutter ensemble... »

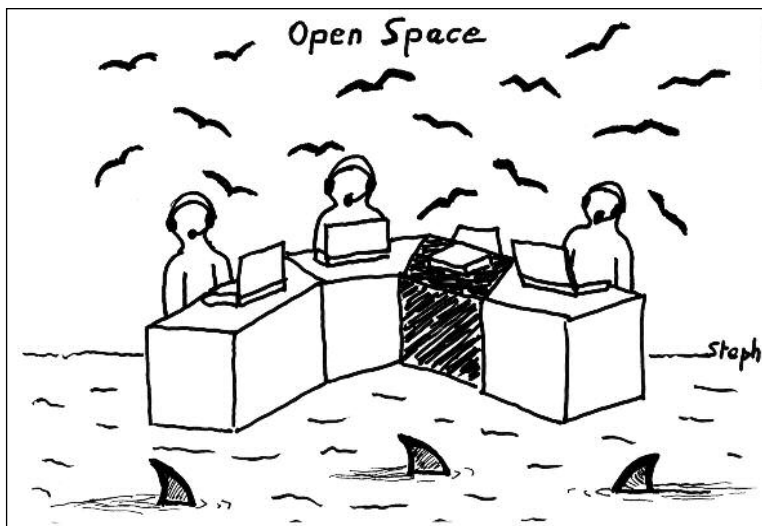
Ils n'ont pas tout à fait tort, mais ces écrits, bien qu'ils se ressemblent tous un peu, sont souvent un ultime exutoire pour leurs auteurES, et surtout décrivent une réalité sociale dérangeante que beaucoup feignent d'ignorer ; à savoir que le salariat n'est ni plus ni moins qu'une adaptation contemporaine de l'esclavage et du ser-vage. Si les milieux

militants ne diffusent pas ces témoignages, qui d'autre le fera ? Certainement pas les grands médias officiels, qui préfèrent saouler le bon peuple avec les exploits extraordinaires des sportifs survitaminés et beaucoup trop payés, ou encore inviter des écrivillons venus parler de leur dernier bouquin où ils dévoilent leurs secrets pour accéder au bonheur ; curieusement, alors que la crise ne cesse de pousser de plus en plus de personnes vers les ornières de la misère, c'est cette littérature de pissotières qui envahit les étals des marchands de livres. Alors, oui, il faut publier et faire lire les récits de salariés poussés à bout ou en lutte, pour réveiller les consciences, et affirmer sans détour que plus personne ne doit vivre à genoux sous la domination d'une dictature économique qui ne dit pas son nom et se pare des attributs de la « démocratie ».

« Désormais, le droit à l'erreur est aboli »

La « politique d'entreprise » devient une véritable religion avec ses prêtres et prêtresses, et ses ouailles à convertir. Ses dogmes sont les directives imposées par une poignée d'actionnaires, dissimulés derrière le culte de l'Effici-ence. Ce nouveau dieu qui réclame sa dose de profit journalier, comme le ventre veut sa nourriture quotidienne. S'il ne s'avère pas satisfait, il entre dans une colère noire et menace de tout réduire à néant, tout liquider, les biens et surtout le personnel. Alors, pour apaiser la divinité courroucée, les « frères et sœurs optimistes » lui offrent en sacrifice un employé ou un cadre, c'est selon les humeurs. Ainsi va la vie dans la boîte d'Odile, et dans beaucoup d'autres, les têtes tombent sur l'autel de la compétitivité. Mais nous ne sommes pas chez les sauvages, aucune goutte de sang n'est répandue, et le sacrifice purement administratif et procédurier ne s'accompagne d'aucun rite spectaculaire tel que chants et danses traditionnels, ce qui est bien dommage. Non, point de tout cela, nous sommes entre gens tristement civilisés, la consigne est limpide, « pas de vagues pas de mouvements d'humeur ». Les licenciements à l'amiable, départs négociés et autres démissions découlent du consentement, tout comme la suppression des RTT et l'augmentation de la charge de travail naissent de la résignation.

Accepter l'autorité illégitime, consentir à son propre asservissement, obéir à une hiérarchie de carton, voilà comment devenir malgré soi un mercenaire engagé sur le front





Vive la paresse !

Dans l'introduction du «*Droit à la paresse*»,
Paul Lafargue cite Thiers...

«JE VEUX RENDRE TOUTE PUISSANTE l'influence du clergé parce que je compte sur lui pour propager cette bonne philosophie qui apprend à l'homme qu'il est ici-bas pour souffrir et non cette autre philosophie qui dit au contraire à l'homme "Jouïs"...»

On pourrait ajouter «et dors ton comptant» après avoir lu l'article d'un professeur américain, Jonathan Crary, paru dans le numéro de juin du *Monde diplomatique* et dont le titre est «À l'assaut du sommeil».

L'auteur nous signale que depuis cinq ans le département de la Défense américain consacre d'importantes sommes d'argent à l'étude d'une espèce d'oiseau migrateur «le bruant à gorge blanche». Cette variété possède la capacité très inhabituelle de pouvoir rester éveillée jusqu'à sept jours d'affilée en période de migration. Ce comportement saisonnier lui permet de voler la nuit et de se mettre en quête de nourriture la journée sans prendre de repos.

Les chercheurs américains étudient l'activité cérébrale de ces oiseaux lors de leur longue période de privation de sommeil pour transférer ultérieurement leurs connaissances aux êtres humains. L'objectif à court terme est d'élaborer des méthodes permettant à un combattant de rester opérationnel sans dormir pendant une période minimale de sept jours avec l'idée à plus long terme de pouvoir doubler ce

laps de temps tout en conservant des niveaux élevés de performances physiques et mentales.

Quel objectif merveilleux pour le capitalisme vorace de notre époque: réduire le besoin corporel de sommeil pour travailler et consommer toujours plus!

Tous les besoins humains: la faim, la soif, le désir sexuel sont sources de profits; résiste seul, inutile, passif, le sommeil qui a aussi le tort d'occasionner des pertes incalculables en termes de temps de production, de circulation et de consommation.

Jonathan Crary nous alerte sur le fait que les assauts contre le temps de sommeil se sont intensifiés au cours du XX^e siècle: «L'adulte américain dort aujourd'hui environ six heures et demie, la génération précédente dormait en moyenne huit heures, sans parler du début du siècle dernier où la durée du sommeil était de dix heures.»

Incompatible avec l'idée d'une croissance exponentielle – insulte à la valeur travail –, régression vers un mode d'activité inférieur et plus primitif, il faudrait saccager le repos comme le montrent les espaces publics qui ont fait disparaître les bancs où l'on pouvait s'allonger pour dormir.

Tous ces empêchements que l'on fait subir au sommeil créent paradoxalement un état d'insomnie générale où il ne reste plus qu'à

acheter le sommeil en se gavant de somnifères qui font la fortune des laboratoires pharmaceutiques.

Et puis dormir, c'est peut-être rêver, et rêver d'un autre monde où l'inertie du sommeil permet de faire obstacle aux processus mortels d'accumulation et de gaspillage qui sont le credo du capitalisme.

S'accorder du repos pour savourer la vie, tel était le comportement de Philippe Noiret dans le film bien nommé du réalisateur Yves Robert, *Alexandre le Bienheureux*.

L'antihéros de ce film s'installait confortablement dans une bienheureuse paresse semant le trouble dans son village où son exemple était bientôt suivi.

Quant à Bartelby, le personnage de Melville, dans la nouvelle du même nom, il utilisait la fuite comme stratégie de lutte; refusant de travailler il répondait à qui lui demandait les raisons de son immobilisme: «I would prefer not to»: j'aimerais mieux ne pas.

Avec Paul Lafargue, retournons à nos instincts naturels et proclamons le droit à la paresse.

SAGNA

Jonathan Crary, «À l'assaut du sommeil», *Le Monde diplomatique*, juin 2014.

de la guerre économique. Car c'est bien de cela qu'il s'agit: d'une mise en compétition acharnée de tous contre tous, dans un climat de peur entretenu par la persistance d'un chômage de masse uniquement destiné à tenir les salariés en respect. Il n'est même plus question de choisir son camp lorsque il n'y a plus ni bons ni mauvais, mais simplement soi et les autres. Dans ces conditions, le départ d'un collègue devient avant tout un soulagement annonçant une courte période de répit avant la reprise des hostilités. Les rescapés se toisent alors du coin de l'œil, se disant que le prochain sur la liste ce sera forcément l'autre, celui de droite ou celle de gauche. En attendant, pas de coup d'éclat, faire le dos rond, ne pas commettre d'erreur, surtout ne pas se faire remarquer. Ainsi se répand le poison de l'individualisme allant à l'encontre de toute forme d'organisation ou de solida-

rité nécessaires à la moindre ébauche de résistance. La colère salvatrice meurt étouffée par la peur et les petites lâchetés.

« Une révolte doit être un acte collectif, sinon ce n'est ni plus ni moins qu'un suicide social, celui d'une désespérée. »

Alors, le «départ volontaire» finit par s'imposer comme étant la seule issue possible, même s'il tient plus de l'instinct de survie que de la révolte. Loin d'être un bon vers la liberté, il devient vite une fuite éperdue vers nulle part. Car, si le salarié surexploité est mal armé pour désobéir et résister, il est aussi très mal préparé au vide d'un emploi du temps sans travail, et se retrouve souvent désarmé devant la vacuité d'une journée sans début ni fin. C'est pourquoi, vu l'évolution du marché de

l'emploi, il serait salutaire de préparer les futurs bacheliers (et tous les autres) à affronter dignement l'avenir. Au lieu d'en faire des chiens savants ou des bêtes de concours apprenant à disserter sur l'idée de bonheur alors qu'ils se préparent à vivre sous la contrainte de l'ultralibéralisme économique (travail consomme et tais-toi), il vaudrait bien mieux leur enseigner la désobéissance civile et la mise en place des luttes sociales, ainsi que l'art délicat d'occuper utilement et de façon agréable les longues journées de glandouille qui attendent celles et ceux qui n'auront pas su attraper le bon wagon.

STÉPHANE

Jean-Luc Debry, *Départ volontaire*, éditions Noir et rouge, 2014.

LOIN DU CORTÈGE des pleureur(se)s officiel(le)s des commémorations de la « Grande Guerre », il nous a paru quand même intéressant de revenir sur celle-ci pour signaler un dossier qui peut mériter notre attention. En effet, le numéro d'été (n° 241) d'*Alternative libertaire* nous



propose une dizaine de pages sur les dix jours qui précédèrent le déclenchement de cette « grande Boucherie » en s'interrogeant « Pouvaient-on l'empêcher ? » L'auteur de ce dossier qui sort un peu des sentiers battus pose clairement les termes du problème : « De ces dix journées tragiques, la mémoire ne retient, généralement, que l'effondrement brutal des positions pacifistes et le ralliement à la défense nationale. Or le déroulé des événements est plus complexe. Ce dossier en fait le récit à hauteur d'homme, montrant l'hésitation des uns, le renoncement des autres, mais aussi les tentatives de résistance qui contredisent, s'il en était besoin, le mythe d'un engouement patriotique unanime. »

La lecture de ces différents textes peut être complétée par celle d'un autre dossier (« 1914 : la guerre, le militarisme et le mouvement ouvrier ») proposée par *L'Émancipation* (Juin 2014 – n° 10).



Le thème de l'école est assez cher aux libertaires aussi est-il évoqué souvent dans *Creuse-Citron* (encore dans ce numéro). Le dernier *CQFD* (juillet-août-septembre 2014 – n° 124) y revient avec un dossier dans lequel nous pouvons

trouver, entre autres, une interview très percutante de Grégory Chambat, pédagogue de combat (adepte du fameux « Éduquer, ce n'est pas remplir un vase, c'est allumer un feu » d'un certain... Montaigne !). Il participe à la revue *N'Autre école* publiée par la CNT Éducation et il est aussi l'auteur de plusieurs ouvrages dont « Pédagogie et révolution », « Apprendre à désobéir » et le dernier « L'École des barricades ». Bien sûr, dans ce dossier à l'opposé des combats menés à l'intérieur de l'Éducation nationale (comme celui de Grégory), sont abordés ceux qui sont menés à l'extérieur des institutions : cela va « De l'école alternative... » (comme pour le collège alternatif du Plateau déjà évoqué dans notre journal) à « l'alternative à l'école » (voir l'article que Kad nous a envoyé pour ce numéro de *Creuse-citron*).



À lire aussi dans ce numéro de *CQFD* un très bon article de Jérôme Baschet (historien universitaire engagé) à propos des derniers événements au Chiapas (Mexique), « Marcos est mort... Vive l'autonomie zapatiste ! ».

Courant alternatif (Mai 2014 – n° 240) revient dans un article « La puissance du Nous » sur un texte intitulé « Propositions pour une plate-forme commune de la Montagne limousine » qui circule depuis quelques mois sur le Plateau de Millevaches. L'auteur après s'être interrogé : « Est-ce une tentative de plus de revitaliser des institutions à partir du paradigme quelque peu épuisé de la démocratie participative, coqueluche du courant citoyenniste ? » pense plutôt que « ce texte va beaucoup plus loin, d'une part par sa mise en cause profonde des institutions existantes, ceci en s'appuyant d'une part sur l'histoire populaire de ce territoire et la richesse d'expériences concrètes qui s'y vivent et s'y développent et, d'autre part, à travers la dynamique qui le porte, qui lui donne vie, qui fait dialoguer ensemble trois générations militantes [...] et qui fait émerger [...] un territoire en lutte en opposition aux logiques étatiques et économiques qui entendent cadrer et borner le devenir du Plateau de Millevaches. » Les anarchistes

de la région devraient trouver naturellement leur place dans les discussions à propos du devenir et de l'utilisation de ce texte dans les prochaines luttes à mener ici ou ailleurs. Cet article est complété par un autre qui évoque « Le communisme rural limousin » cité dans la Plate-forme.

Toujours dans le même journal, mais dans le numéro 241 (Juin 2014), nous pouvons lire un très bon article, bien documenté illustrant une fois de plus la crapulerie de la notion de « la raison d'État ». C'est à propos du « Rwanda : vingt ans après le génocide des Tutsi... en France, la classe politique et la caste militaire refusent toujours de reconnaître leurs responsabilités de plus en plus évitantes... » L'auteur de l'article laisse percer un certain pessimisme que nous pouvons aisément comprendre : « Ce que l'on en sait déjà (du niveau de collaboration de l'État français avec les génocidaires) montre un niveau de cynisme sur l'exercice du pouvoir et la raison d'État que même les plus désabusés d'entre nous n'osaient pas imaginer... »



Dans un des derniers *Monde libertaire* (3 au 9 juillet 2014 – n° 1747), nous est proposée la traduction d'un écrit « Le ! Ya basta ! Latino-américain » de Raúl Zibechi (journaliste uruguayen ayant publié « Disperser le pouvoir. Les mouvements comme pouvoirs anti-étatiques ») qui devrait retenir l'attention des compagnons anarchistes. Il dégage des mouvements de lutte latino-américains des deux dernières décennies quelques caractéristiques communes intéressantes à relever : une participation massive des jeunes et des femmes, une diffusion du fameux « mandar obedeciendo » zapatiste (« commander en obéissant »), l'autonomie et l'horizontalité intégrées à la culture politique, et la prédominance des flux sur les structures (l'organisation s'adapte et se soumet au mouvement, elle ne se fige pas dans une structure...)

Du grain à moulin pour les organisations anarchistes !

À signaler l'arrêt d'une des plus intéressantes revues anarchistes dans le genre, « *À Contretemps* ».

Librairie champêtre Libertaire

Samedi 13 & dimanche 14
Septembre 2014 de 10 à 19 h
Château de Ligoure
Le Vigen - 87



La Spouze La Celle-sous Gouzon

Spectacles à 21 heures.

Participation libre. Repli en salle en cas de météo stupide.

Les lundis littéraires

Avec Jean-Claude Bray, Boris et René Bourdet.

4 août : Nadia Totokonnikova : *Lettre de Mordorie, le défi des Pussy-Riot*. Avec Mélodie Le Bihan et Herbé.

11 août : Les poèmes de Juliette Darle chantés par Alain Bucy.

18 août : *Jaurès : discours écrits*. Jaurès dans la littérature avec Aragon, André Benedetto et Jules Renard. Avec Boris et René Bourdet.

25 août : Méguy : *Lettre d'une infirmière inconnue Front d'Orient 1916-1919*, par les comédiens des Jardins-Jeudis.

Les Jardins-Jeudis

7 août : Récital Jacques Brel par Isabelle Tourbier et René Bourdet.

14 août : Jean Tardieu : Sonate, spectacle musical (création avec Herbé et Lé Qhan Ninh percussions).

21 août : *Comment ça va sur la Terre* : Théâtre de chambre de Jean Tardieu, par Mélodie Le Bihan - René Bourdet, chansons à l'orgue de Barbarie.

28 août : *Lettre à Lou* de Guillaume Apollinaire, avec Mélodie Le Bihan et René Bourdet.

Vendredi 29 août : *Les Gavarni à La Spouze*, conférence Daniel Dayen.

4 septembre : *Si tu t'imagines fillette fillette... Chansons de femmes*. Isabelle Tourbier-Herbé. L'incomparable poétique des voix féminines.

Les expositions de l'été

Atelier : *Gavarni*, lithographies en couleur. Pavillon de Musique : *Francis Campiglia* (photos), *L'Îlot Châlon*.

Écuries du prince : *Juliette Darle et les peintres*.

En plein air : *Tuile-Art*.

vous êtes cernés - 27

Au fabuleux Destin

café-spectacle à la p'tite semaine
rue Cerclier, quartier du Petit-Saint-Jean à Aubusson
du jeudi au samedi de 18 à 22 heures, spectacle à 21 heures



Août

Vendredi 1^{er} : Décrochage de l'exposition de Joële Moreau-Drouet : *Les Soliloques du pauvre* de Jeahan Rictus par le théâtre musical Coulisses.

Samedi 2 : Vernissage des œuvres de Camille Damon et de François Didenot, suivi de : *Sans modération : petites chansons savoureuses et révoltées*. Avec Badia et Denis Robert (chant), Salvatore panu (accordéon), Alain Brühl (saxo).

Vendredi 8 : *Denis Martinez, un homme en libertés*, un film de Claude Hirsh.

Par une balade dans l'œuvre et le parcours du peintre algérien Denis Martinez, une évocation forte d'un art au service du peuple et du combat des intellectuels pendant la guerre civile algérienne (1992-2002).

Samedi 9 : *Chanson en vol*, récital par Claire Danjou.

Jeudi 14 : Chœur de lecteurs.

Vendredi 15 : *Yoann Minkoff*, blues.

Jeudi 21 : *Duo à tue-tête*, duo vocal avec Julien Martin et Claudia Urrutia.

Vendredi 22 : *Mille fées sur un plateau*. Cie La Vie sans toi...t, à l'occasion du décrochage des œuvres de Camille Damon.

Samedi 23 : Vernissage des œuvres de Niels Hamel, suivi de : *Sébastien Willart Trio*. concert de Jazz avec Sébastien Willart (clavier), Didier Dutfoy (contre-basse) et Grégory Bommelaere (batterie).

Vendredi 29 : *D'un même souffle ou presque*. Improvisation picturale et musicale simultanée, avec Alain Brodski et Pierre Marescau, peinture ; Alain Brühl au saxophone et Marc Guillerot à la voix.

Samedi 30 : 18h30 Décrochage des œuvres de François Didenot. Démonstration de torsion de la matière à froid par l'artiste.



Septembre

Vendredi 5 : *L'Échappée*. Un film de Fabrice Lebourg, en présence du réalisateur.

L'Échappée est consacré à Philippe Aïni, ouvrier-pâtissier qui rompt brutalement avec son existence pour se consacrer à la création (peintures et sculptures essentiellement).

Samedi 6 : *Duo Dixcordes*. Concert, avec Olivia (voix) et Nicolas (guitare).

Vendredi 12 : *L'Homme et l'ombre*. Katell Coquillon. Spectacle tous publics à partir de 8 ans, librement adapté d'après *Le Garçon transparent* d'Emma Chedid. Musique originale : Olivier Philippon. Chorégraphie : Laura Greaves.

Mise en scène : Daniel Fatous.

Samedi 13 de 10h à 13h et de 14h30 à 17h : Atelier couture proposé par la Ressourcerie Court-Circuit.

20h30 : *Guyom Touseul*. concert.

Jeudi 18 : Sac à Malices. Scène ouverte.

Samedi 20 : *Malstrom*. Concert. À l'occasion du décrochage des œuvres de Niels Hamel, avec le comédien Bertrand Duris et le musicien Severin Valière.

Mercredi 24 :

10h : *Attrape ton histoire*. Spectacle Kamishibai par Marc Thérain et Valérie Gerber.

15h30 : *La Journée de Bou*. Conte-théâtral.

Jeudi 25 : Vernissage de l'exposition Anniversaire : Pour fêter ses deux ans Le Fabuleux Destin expose les affiches hebdomadaires conçues cette année par Denis Bernatets.

20h30 : 2+2=3, concert. Trio vocal et instrumental avec Claudine Cros (voix), Carine Desset (voix, violoncelle), Valérie Lavollé (voix, violoncelle).

Samedi 27 : Soirée anniversaire : En compagnie de musiciens, lecteurs, conteurs et autres qui retrouvent volontiers le chemin du Fabuleux Destin, nous vous promettons une de ces soirées surprenantes et chaleureuses dont nous avons le secret.

Et n'oubliez pas...
Tout l'été à la Naute
il y a des concerts.
Programmes, affiches un
peu partout et sur le web
www.lanaute.com



28 – rendez-vous

*Pour fêter les dix ans de Creuse-Citron,
deux rendez-vous*

Vendredi 3 octobre à 19 heures
au Fabuleux destin à Aubusson

exposition des dessins originaux publiés
dans le journal et concert-bal trad
avec **Les Cordes à linge**.

Samedi 4 de 14 heures et jusqu'à pas d'heure
salle des fêtes de Savennes
à l'invitation de la Bête Noire :
des débats avec qui veut débattre,
des tables de presse aux choix politiques affirmés,
de la buvette et un repas des partageux
(chacun amène ce qui lui plaît et nous mettons tout
en commun pour une graille festive).

Et puis, quand ils le sentent, des groupes musicaux :
Le Raptou

(slam – impro au saxo et autres instruments),

Sang conteste (rock acoustique),

Kaya club (reggae dub),

Taser, une recharge pour vos neurones
(rock progressif libertaire),

Gold Buckle (punk pop rock engagé)...



Un mot d'ordre :

Venez avec vos drapeaux, même noirs :
nous en ferons un feu de joie en fin de soirée !

Où trouver Creuse-Citron ?

Aubusson : Librairie *La Licorne*, 42, Grande-Rue
Au Fabuleux destin,
café-spectacle, rue Clercier

Épicerie bio *Éthiquête*, 96, Grande-Rue
Presse d'Aubusson, 31, Grande-Rue

Bourganeuf : *Maison de la presse*

Boussac bourg : *Ferme Chauveix*

Bussière-Dunoise : Bar-coiffeur *Pignaut*

Chambon-sur-Voueize : *Café de la Promenade*

Champagnat/St-Domet : *Étang de la Naute*

Dun-le-Palestel : Librairie *Feugère*,
1, rue des Sabots

Évaux-les-bains : Bar-tabac *Le Rallye*,
Cinéma *Alpha*

Eymoutiers : Librairie *Passe-Temps*

Le Monde allant vers : brocante, récup
Café des enfants

Felletin : Bar-tabac *Le Troubadour*

Forgeville : Bar-tabac

Guéret : Bar-tabac *Le Balto*, place du Marché

Coop des Champs, rue de Lavilatte

Librairie *Les Belles Images*, rue É.-France

Librairie *Au fil des pages*, place du Marché

Bar-tabac *Le Bolly*, 2, rue Maurice-Rollinat

Bar à tapas *Le Guet-apens*, 16, rue de Verdun
Solecobois, 14, av. Fayolle

La-Jonchère-St-Maurice : *Le Radeau actif*

La Souterraine : *Le Panier du coin*

Lépaud : *Relais de Combraille*

Limoges : Librairie *Page et Plume*, pl. de la
Motte

Undersounds, 6, rue de Gorre

Montluçon : Librairie *Le Talon d'Achille*,
8, pl. Notre-Dame

Sur le Plateau et les marchés : *Le Temps des
cerises*, épicerie *Itinérante*

Royère : Bar *L'Atelier*

St-Laurent : Bar *L'Envolée*

St-Loup : Restaurant *Le P'tit loup*

Sardent : Bar *Chez Josiane* ; Épicerie *Vival*

et sur <http://creuse-citron.revolublog.com>

Creuse-Citron

s'adresse à tous ceux et celles qui luttent contre la falsification de l'information et la diffusion généralisée de l'idéologie libérale. C'est un journal indépendant et libertaire qui s'interdit toute exclusive et tout prosélytisme en faveur de telle ou telle organisation syndicale ou politique. Sur cette base nous publierons toutes les informations que vous nous ferez parvenir.

Ce journal est réalisé par le Collectif libertaire Creuse-Citron.



Courrier postal : Creuse-Citron
BP 2 23 000 Sainte-Feyre
Courriel : creusecitron@free.fr

Numéro réalisé avec le logiciel libre
SCRIBUS (www.scribus.net)
Impression : Espace Copie Plan, Guéret

© La copie et la diffusion des textes publiés dans ce journal sont libres et fortement encouragées.